

DE LA RÉFORME
DE LA
PROCÉDURE PÉNALE
A L'AUDIENCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Jeudi 3 Novembre 1910, 1 h. 1/2

PAR

FERNAND BAUDAT

Avocat à la Cour d'appel

Sous-chef du Cabinet du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice
Diplômé de l'Ecole des Sciences politiques

Président : M. LE POITEVIN, *professeur*

Suffragants { MM. CAPITANT, *professeur*
PERCEROU, *agrégé*

PARIS (V°)

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

8, Rue Soufflot et 12, rue Toullier

1910

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTE DE DROIT DE L'UNIVERSITE DE PARIS

DE LA RÉFORME
DE LA
PROCÉDURE PÉNALE
A L'AUDIENCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Jeudi 3 Novembre 1910, 1 h. 1/2

PAR

FERNAND BAUDAT

Avocat à la Cour d'appel

Sous-chef du Cabinet du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice

Diplômé de l'Ecole des Sciences politiques



Président : M. LE POITEVIN, professeur

Suffragants { *MM. CAPITANT, professeur*
PERCEROU, agrégé

PARIS (V)

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

8, Rue Soufflot et 12, rue Toullier

1910



Digitized by the Internet Archive
in 2026

DE LA RÉFORME
DE LA
PROCÉDURE PÉNALE
A L'AUDIENCE

INTRODUCTION

Depuis longtemps nos Codes sont jugés vieux et désuets. Il est évident qu'ils n'ont pas suivi l'évolution des idées et des mœurs. Alors que certains pays avoisinant la France ont procédé à une refonte générale de leurs lois et sont arrivés ainsi à parfaire une œuvre que nous pouvons admirer sur beaucoup de points, nous sommes au contraire restés sous l'empire des vieux textes édictés par Napoléon I^{er}. C'est à peine si quelques réformes ont été opérées sur certains points particuliers pendant le cours du xix^e siècle.

Il est certainement bien difficile en l'état actuel de refaire entièrement nos Codes, mais il est pos-

sible de réformer certaines de leurs parties essentielles et, en particulier, certains passages importants du Code d'instruction criminelle dont les événements de chaque jour démontrent le caractère archaïque.

Déjà, au début de l'année 1870, M. Émile Ollivier, alors président du Conseil et ministre de la Justice, avait eu l'idée de réunir une commission spéciale; malheureusement, la guerre franco-allemande en empêcha la mise à exécution.

Mais le coup le plus rude qui ait été porté jusqu'à ce jour à notre Code d'instruction criminelle le fut par la loi du 8 décembre 1837. Combien lente fut l'élaboration de cette réforme! Combien de difficultés elle rencontra! Dès le mois de mars 1878 le garde des Sceaux, M. Dufaure, avait constitué une commission extraparlamentaire présidée par Faustin-Hélie dont les travaux considérables ont servi de base à tous les travaux postérieurs. Un projet général, conforme aux conclusions de cette commission, fut déposé au Sénat le 27 novembre 1879 par M. Le Royer, Garde des Sceaux, mais la Haute Assemblée vota le 5 août 1882 un texte très différent. Le 20 novembre de la même année ce texte fut transmis à la Chambre des députés; une commission fut presque aussitôt nommée qui rétablit dans ces grandes lignes le projet Le Royer; mais les choses n'allèrent pas

plus loin, les travaux furent trois fois frappés de caducité par suite des changements de législature. Alors M. Constans déposa le 10 avril 1895 une proposition de loi très courte qui contenait les modifications les plus urgentes et qui donna naissance à la loi de 1897.

Malgré cet exemple peu encourageant, le Garde des Sceaux actuel, M. Barthou, a voulu modifier certaines parties du Code d'instruction criminelle qui lui ont paru particulièrement n'être plus en rapport avec les idées modernes. Il a réuni, à cet effet, une commission composée de jurisconsultes, de professeurs, de magistrats et d'avocats. Celle-ci a élaboré un texte qui sera la base et le fondement de notre étude. A ce projet du gouvernement, nous joindrons quelques réflexions sur d'autres réformes qui nous paraissent urgentes.

DE LA SUPPRESSION DE L'ACTE D'ACCUSATION

L'acte d'accusation est depuis longtemps attaqué et sa suppression s'impose.

Comme on le sait, il est en effet divisé en deux parties : une partie littéraire contenant l'exposé des faits délictueux et la démonstration de la culpabilité de l'accusé, et une partie légale contenant les conclusions de l'accusation : « En conséquence, N... est accusé d'avoir commis tel meurtre, tel crime, avec telle ou telle circonstance. » (Art. 241 du Code d'instruction criminelle.) L'arrêt de renvoi doit servir de modèle à ces conclusions : lorsqu'il y a quelque différence entre l'acte d'accusation et l'arrêt de renvoi, il faut toujours se référer à celui-ci qui, seul, saisit la Cour (1).

Il est évident que toutes les lectures imposées

1. Cassation, 10 octobre 1882, *Bull. crim.*, n° 141. — Nous reviendrons plus loin sur cette question.

les unes à la suite des autres aux magistrats, aux jurés, à l'accusé et au public, fatiguent tout le monde : lecture de l'arrêt de renvoi, lecture de l'acte d'accusation, exposé du sujet. Aussi, les Cours d'assises ont-elles pris l'habitude de supprimer généralement deux de ces formalités : la lecture de l'arrêt de renvoi et l'exposé du sujet, pour s'en tenir purement et simplement à la lecture par le greffier de l'acte d'accusation.

Cet acte d'accusation a donc pris en fait une importance énorme, et il a déchaîné contre lui toutes les colères.

Car, *en principe*, cet acte d'accusation devrait raconter les faits sans les examiner ni conclure, exposer le système du ministère public sans le soutenir. Le magistrat qui le compose devrait faire le récit des faits avec la plus grande impartialité, recueillant avec soin les faits à charge ou à décharge. De plus, cet acte étant un exposé, et non le réquisitoire, devrait être rédigé avec sobriété, circonspection et précision, sans déclamation ni passion (1).

Mais, *en pratique*, cet acte d'accusation si grave est fait soit par un avocat général négligent qui se contente de reproduire, à peu près, l'arrêt de renvoi

1. Les auteurs sur ce sujet sont nombreux : Faustin-Hélie, *Prat. crim.*, t. I, n° 389 et s. — Faustin-Hélie, t. V, n° 2135 et s. — Carnot, t. II, p. 279 — Nouguier, t. I, n° 33. — Laborde, nos 1012 et 1016. — Morin, *Mise en accusation*, n° 7. — Rodière, p. 206. — Trébutien, t. II, n° 555.

ou le rapport du procureur, soit par un magistrat passionné qui, convaincu avant les débats de la culpabilité de l'accusé, expose les faits à sa façon, met les circonstances à charge en pleine lumière, accable l'accusé, et de cette façon influe, dès le commencement de l'audience, sur l'esprit des jurés, qu'il lui sera ensuite facile de convaincre s'il possède quelque éloquence et quelque habileté.

La Cour suprême a sanctionné cette façon de procéder. D'après sa jurisprudence, on ne saurait faire résulter aucun moyen de cassation de la manière plus ou moins exacte, plus ou moins complète dont est rédigé l'acte d'accusation (1). Sous le Code de l'an IV, qui cependant ne prescrivait pas avec la même précision que le Code d'instruction criminelle le résumé des moyens à charge et à décharge (Cf. l'art. 229 du C. de l'an IV et l'art. 241 du C. de l'instr. crim.), la Cour de cassation annulait l'acte d'accusation s'il constituait « plutôt un plaidoyer contre le prévenu qu'un rapport précis des faits » (2). Mais, depuis, la Cour suprême ferme les yeux sur toutes les irrégularités qui précèdent le résumé prescrit par l'article 241. Un vieux arrêt du 10 juillet 1818 est particulièrement significatif

1. Cassation, 6 septembre 1885. D. 55, 5, 255.

2. Cassation, 1^{er} thermidor, an VII. — 4 brumaire an VIII.

à cet égard, puisqu'il décidait qu'il n'y avait pas nullité si le narré de l'acte d'accusation exposait les faits à charge sans faire aucune mention des circonstances à décharge. Actuellement, le procureur général peut faire état de tous les renseignements qu'il a pu recueillir d'une manière quelconque (1). Il peut même faire l'examen et la réfutation des moyens justificatifs sans porter atteinte au droit de défense (2). D'autre part, le ministère public n'est pas obligé de retracer dans l'exposé de l'acte d'accusation tous les incidents qui ont pu se produire dans le cours de l'instruction et de rendre compte dans leurs détails des dépositions des témoins et des interrogatoires des accusés (3).

C'est donc la confirmation du mode d'agir que s'est arrogé le ministère public. Pourvu, bien entendu, qu'il reste dans les limites posées dans l'arrêt de renvoi, il a tous les droits et ceux-ci ne sont corroborés par aucun devoir; il a toute latitude et il en use. L'acte d'accusation devient ainsi souvent un réquisitoire avant l'heure, réquisitoire d'autant plus terrible et perfide qu'il est fait avant que la défense ait été entendue, et que l'avocat n'a pas le droit d'y répondre. Ajoutez à cela l'interrogatoire, tel que nous le verrons dans le chapitre sui-

1. Cassation, 1^{er} mars 1889. *Bull.*, n° 86.

2. Cassation, 11 mars 1841. *Bull.*, n° 59. — Nouguier, t. I, n° 30.

3. Cassation, 12 avril 1883. *Bull.*, n° 93.

vant se pratiquer actuellement, et qui est lui aussi la plupart du temps un réquisitoire fait par le président, et vous verrez quelle lourde et écrasante charge assume le défenseur, qui ne peut répondre à toutes ces attaques que dans sa plaidoirie.

Aussi, dès 1864, M. Bonneville de Marsangy en demandait-il la suppression.

Nous citerons sur ce sujet les opinions de deux avocats généraux (1).

M. l'avocat général Oger du Rocher, dans le discours de rentrée de la Cour d'appel de Rennes en 1873, disait : « L'ami de Berryer, lord Brougham, soutient dans des lettres demeurées célèbres, que notre acte d'accusation est sans terme correspondant dans leur procédure. D'autres, avec moins de courtoisie, sont allés jusqu'à dire que c'était un emprunt inintelligent, nuisible à la fois à la procédure écrite et au débat oral, enfin un véritable plaidoyer qui, *in limine litis*, et sans réplique possible de l'accusé, n'est bon qu'à prévenir et à influencer le jury.

» L'amertume et l'ironie de ces allusions, que je rappelle, sans m'y associer, ne sont certes pas de nature à leur mériter vos suffrages.

» Il suffit d'ailleurs qu'elles proviennent de l'étranger pour ne pas offrir le caractère d'impar-

1. Rapportées dans Lailler et Vonoven, *Les Erreurs judiciaires*, p. 176 et suiv.

tialité et de désintéressement qui, seul, peut convaincre; nous reconnaissons au moins, en restant modéré sans cesser d'être sincère, que, considéré, au point de vue historique, *notre acte d'accusation est devenu, par suite de la vicissitude des temps, un pur anachronisme.* »

M. Cruppi, plus récemment, écrivait : « Que devrait être l'acte d'accusation aux termes de la loi ? un écrit servant à désigner clairement le prévenu et à exposer la nature du crime avec les circonstances qui peuvent aggraver ou diminuer la peine. Tout conseille donc de réduire cet acte aux proportions les plus élémentaires, mais la pratique suit une marche tout opposée : *c'est un sommaire que la loi voulait, c'est un roman qu'on y a substitué.* Il fallait au jury une analyse de quelques lignes, impartiale et limpide : c'est un long réquisitoire que le greffier lui lira...

» Le premier acte de cette procédure, avant que quiconque ait ouvert la bouche, est un long réquisitoire qui dispose les faits au point de vue de l'accusation et *risque, avant que la défense ait été entendue*, de produire une impression définitive...

» Qu'on veuille bien songer que lorsqu'un amant a tué sa maîtresse, par exemple, le récit de ce fait criminel qui résulte d'abord des procès-verbaux, des constatations, de tous les témoignages, est repris, dans son ensemble, et avec une forme

littéraire, une première fois par le juge d'instruction, une seconde fois par le substitut du procureur de la République dans son réquisitoire définitif, une troisième fois par le juge dans son ordonnance, une quatrième fois par la Chambre des mises en accusation dans l'exposé qui précède l'arrêt, une cinquième fois par le procureur général dans son acte d'accusation. C'est beaucoup. »

Devant non seulement l'inutilité, mais encore l'influence néfaste de cet acte d'accusation, la commission extraparlamentaire n'a pas hésité : elle a demandé sa suppression pure et simple par l'abrogation de l'article 241 du Code d'instruction criminelle.

La commission de la réforme judiciaire de la Chambre des députés a adopté cet avis sans aucune difficulté. « La suppression de l'acte d'accusation ne pourrait soulever d'objections sérieuses » dit le rapporteur, M. Drelon. Et nous sommes certain que le Parlement adoptera le projet du Garde des Sceaux. Bientôt donc, l'acte d'accusation aura vécu.

D'ailleurs, l'arrêt de renvoi qui est motivé comme toutes les décisions de justice (art. 10, loi du 20 avril 1810) le remplacera avantageusement.

Cette suppression entraîne certaines conséquences que nous verrons plus loin.

II

DE LA SUPPRESSION DE L'INTERROGATOIRE CRIMINEL

La réforme la plus importante et la plus urgente, aux yeux du Garde des Sceaux, est la suppression de l'interrogatoire.

Bien entendu, nous parlons ici de l'interrogatoire long et minutieux que les présidents d'assises ont pris l'habitude de faire subir aux accusés *in limine litis*, et non de l'interrogatoire d'identité prescrit dès l'ouverture des débats par l'article 310 du Code d'instruction criminelle.

Dans notre jurisprudence criminelle ancienne, l'interrogatoire a toujours été considéré comme un moyen de découvrir la vérité, *per confessionem rei*, et non pas seulement, ainsi qu'on pourrait le croire, pour favoriser les justifications. C'est encore le principe actuel, comme il paraît avoir été, dans les temps les plus reculés, celui de tous les peuples. Il y a tout lieu de croire qu'il fut

ainsi compris dès l'origine des procédures secrètes, et cette opinion seule pouvait se concilier avec l'emploi de la torture « qui n'était, à vrai dire, qu'une voie barbare pour contraindre l'accusé à rompre le silence, c'est-à-dire à se compromettre ».

A la vérité, il semble qu'une simple circulaire du Garde des Sceaux devait suffire pour mettre fin à cette pratique qui n'est en réalité fondée sur aucun texte. Mais cette façon de procéder est tellement entrée dans les mœurs judiciaires, qu'un texte de loi prohibitif a paru nécessaire. « Une loi, dit M. le député Drelon (1), est indispensable, car si une circulaire était rédigée en ce sens et qu'un président d'assises n'en tienne pas compte, quelle pourrait être la sanction de cet acte, peut-être d'indiscipline du fonctionnaire, mais d'indépendance du magistrat qui, sur son siège, ne doit relever que de la loi. »

Le Code d'instruction criminelle de 1808 ne parle en effet nulle part de cette formalité ; il est d'ailleurs fait sur le modèle du Code de 1791 qui y était hostile.

Cette pratique paraît s'être établie sous l'influence de l'ancienne procédure royale à laquelle revinrent par la force de l'habitude les magistrats de l'époque, anciens avocats ou magistrats des

1. Rapport à la Chambre des députés sur le projet du gouvernement.

tribunaux royaux. Elle s'est généralisée surtout depuis 1820.

Et les arrêts de la Cour de cassation s'accordent à reconnaître que le président peut interroger l'accusé en vertu de son pouvoir de direction des débats « dans la forme qu'il juge nécessaire à la manifestation de la vérité » ; d'autres arrêts se basent sur le pouvoir discrétionnaire du président (1).

Chose curieuse ! c'est depuis que le résumé a été supprimé (1881) que l'interrogatoire a pris son importance actuelle. Le résumé a disparu, il s'est transformé en interrogatoire, a dit M. Cruppi. Ce que les présidents disaient dans leur résumé, M. le président Bérard des Glajeux constate « qu'ils le disent maintenant dans l'interrogatoire, seulement le mot de la fin est devenu le mot du commencement » (2).

L'INTERROGATOIRE A-T-IL UN FONDEMENT LÉGAL ?

L'interrogatoire a d'ardents défenseurs qui ont essayé de lui trouver un fondement légal, mais nous ne croyons pas qu'ils y soient parvenus.

Ils ont invoqué les articles 319 et 327 du Code d'instruction criminelle. L'article 319 permet au président de demander au témoin et à l'accusé

1. Cf. Haute-cour, 9 mars 1849. S. 49. 2. 225. — Cass., 4 septembre 1841. D. 41. 1. 436. — 23 avril 1863. Bull., n° 126.

2. *Souvenirs d'un président d'assises*, p. 166.

tous les éclaircissements qu'il croira nécessaires à la manifestation de la vérité, et l'article 327 autorise ce magistrat à examiner séparément les accusés sur quelques circonstances du procès.

Et ils soutiennent que le président étant autorisé par la loi à interroger les accusés au cours de l'audition des témoins, peut, en vertu de son pouvoir discrétionnaire, intervertir l'ordre des débats et les questionner avant les dépositions, s'il le juge utile à la découverte de la vérité (1).

Mais Faustin-Hélie, qui fait autorité en la matière, a interprété beaucoup plus sagement, ce nous semble, les articles 319 et 327 : « Il résulte de ces textes, dit-il, que ce n'est qu'au milieu de l'audition des témoins et lorsque les dépositions rendent nécessaires les explications de l'accusé que le président est autorisé, non pas à lui faire subir un interrogatoire, mais à lui demander des éclaircissements et à l'examiner (2). »

D'ailleurs, le président peut-il, en vertu de son pouvoir discrétionnaire, changer l'ordre des débats et procéder à l'interrogatoire de l'accusé avant l'audition des témoins ?

A notre avis, c'est aller à l'encontre de l'article 319 dont la rédaction est si claire, et le pou-

1. Cf. Cassation, 4 septembre 1841. D. 41. 1. 436. — 23 avril 1863. Bull., n° 126.

2. *Trailé*, t. III, n° 5019.

voir discrétionnaire du président, qui n'est pas un pouvoir arbitraire, ne peut l'autoriser à se mettre en opposition avec la loi.

De plus, l'article 319 parle d'« éclaircissements », cette expression montre qu'il n'a pas voulu accorder au président la faculté de questionner l'accusé longuement et méthodiquement.

Enfin, ce ne peut être en vertu de son pouvoir discrétionnaire, par essence incommunicable, que le président procède à l'interrogatoire, puisqu'il peut déléguer cette partie de ses attributions à l'un de ses assesseurs (1).

A nos raisons, nos adversaires ripostent par l'article 405 du Code d'instruction criminelle ainsi conçu : « L'examen de l'accusé commencera immédiatement après la formation du tableau (du jury de jugement). »

Tout le monde reconnaît que le mot « examen » a ici un sens général et qu'il s'applique à tout ce qui se fait depuis le moment où le jury est constitué jusqu'à la clôture des débats. C'est de l'examen de l'affaire dont il est ici question et non de l'interrogatoire. D'ailleurs, le titre du chapitre IV, livre II du Code d'instruction criminelle porte : de l'examen, du jugement, et de l'exécution. Comme le dit Laborde (2) : « On détourne ainsi cette

1. Cassation, 12 octobre 1843. *Bull.*, n° 214.

2. *Cours de droit criminel*, n° 1051.

expression de son sens légal : l'examen n'est pas l'interrogatoire ; l'article 405 contient un simple renvoi aux articles 310 et suivants, placés sous cette rubrique : *de l'examen* ; or, aucun de ces articles qui énumèrent les actes de la procédure à l'audience, n'autorise l'interrogatoire. » En outre, comme le fait justement remarquer M. Reulos (1), l'article 405 est placé à un endroit où l'on ne s'occupe que de la formation du jury. Il ne peut avoir pour but de régler une des principales phases de la procédure.

M. Nouguié, dans son *Traité de la Cour d'assises* (2) dit : « La loi n'avait point à déclarer en termes formels qu'elle autorisait l'interrogatoire des accusés. *Du moment qu'elle ne l'exclut pas, elle l'admet.* »

C'est là, ce nous semble, un moyen trop simple d'esquiver la difficulté. D'ailleurs, est-ce que les législations étrangères qui admettent l'interrogatoire comme moyen d'instruction n'ont pas pris le soin de le spécifier ? Et M. Nouguié a-t-il vu à quelles conséquences nous conduirait un tel principe une fois admis ? les magistrats pourraient à leur gré devenir des législateurs.

De cette discussion, il résulte que le Code d'instruction criminelle a prévu dans une certaine

1. *Du rôle du président d'assises.*

2. T. III, no 1697.

limite la possibilité de questionner l'accusé ; mais d'après les textes, cet interrogatoire n'est qu'un moyen complémentaire d'instruction qui permet au président de préciser et compléter les renseignements fournis par les témoins. C'est ce qu'a très bien compris la commission extraparlamentaire de réforme, ainsi que nous le verrons dans la suite de cette étude. « Par conséquent, le débat ne devrait pas s'ouvrir par l'interrogatoire de l'accusé, celui-ci n'étant pas obligé de fournir contre lui des éléments de preuve (1). » C'est l'application pure et simple des règles anciennes : *nemo tenetur accusare seipsum, onus probandi incumbit actori*.

L'INTERROGATOIRE EN PRATIQUE

La Cour de cassation admet que l'interrogatoire de l'accusé est une formalité légale, mais facultative (2), et qu le président apprécie souverainement à quel moment il doit être fait. Cette jurisprudence est contestable, car la Cour suprême a parfois cassé des arrêts, parce que le président avait outrepassé les droits que lui conférait son pouvoir discrétionnaire : « discrétionnaire », en effet, n'est pas « arbitraire ».

1. Reulos, *op. cit.*

2. Cassation, 29 juin 1820. — 7 janvier 1847. — Haute-cour, 9 mars 1849. — Gautier, *Revue pénale Suisse*, 1899, p. 317 et suiv. — Speyer, *Les Vices de notre procédure en Cour d'assises*, p. 67 à 81.

Elle aurait pu casser les arrêts rendus dans des affaires où le président avait procédé à l'interrogatoire de l'accusé, parce que cette façon d'agir est en dehors des textes et, de plus, constitue un procédé inquisitorial en opposition avec le système accusatoire établi par notre Code.

Le président procède généralement à cette formalité dès l'ouverture des débats, c'est le premier acte d'instruction qu'il accomplit à l'audience, aussitôt après que les témoins viennent de se retirer dans la chambre qui leur est destinée.

Les inconvénients présentés par cet interrogatoire sont nombreux, si nombreux qu'ils doivent le faire supprimer.

Ce procédé est un moyen d'instruction et un moyen de défense qui devrait être mis en œuvre avec la plus grande impartialité. Or, en fait, on soumet l'accusé à un interrogatoire très serré. L'accusé qui s'obstine au silence ne fait, en cela, qu'user de son droit aux seuls risques de lui-même et de sa justification, mais s'il ne veut ou s'il ne peut répondre aux questions posées, son silence est le plus souvent interprété par les jurés comme « un aveu implicite de sa culpabilité » (1).

Il est fait au début de l'audience, avant que les témoins aient été entendus; le président étant

1. Nouguiet, t. III, n° 1706.

obligé de s'en rapporter à la procédure écrite du juge d'instruction et les dépositions étant souvent variables ou inexactes, ce système donne au président la possibilité de commettre des erreurs et à l'accusé l'impossibilité de les faire remarquer. C'est, de plus, intervertir l'ordre des preuves que de forcer l'accusé à répondre par avance à des témoignages qui n'ont pas été produits.

Par ce moyen, on respecte mal le principe de l'oralité des débats « puisque, à chaque instant, et bien qu'il lui soit interdit de remettre aux jurés les dépositions écrites, le président qui ne connaît encore que le dossier, les analyse forcément au cours de l'interrogatoire » (1). Le président tire tous ses renseignements du dossier : c'est donner à la procédure écrite une trop grande importance, et les premières impressions peuvent ne pas être effacées par la suite, même si le débat oral a prouvé la fausseté de certaines allégations.

Le président a, de plus, préparé à loisir ses questions, il tisse un filet serré autour de l'accusé, souvent ne lui laisse même pas le temps de réfléchir ou de se reprendre, et quand il a devant lui un homme peu intelligent, il s'assure parfois ainsi une facile victoire. Chose plus grave ! ce dossier où puise le président sera peut-être anéanti

1. Projet du gouvernement.

au cours des débats, néanmoins il aura été entre les mains du président l'arme la plus terrible contre l'accusé. Que devient donc le grand principe de l'oralité des débats devant la Cour d'assises ?

La Cour de cassation a sanctionné ces pratiques : elle admet que le président peut « résumer les charges qui résultent de l'instruction écrite », rappeler la substance de la déposition d'un témoin et, même, rapporter des phrases qui y sont textuellement empruntées (1).

Quelle différence avec ce que devrait être cette institution. L'interrogatoire devrait être le triomphe de l'impartialité du président. Et c'est ainsi que nous le comprendrions, si nous n'aimions mieux sa suppression complète. Car, ainsi que le disait un magistrat en 1844, « l'impartialité qui est la première vertu du président n'exclut ni la logique dans la pensée, ni la précision dans les faits, ni les rapprochements dans les preuves. Interroger c'est examiner ; examiner c'est interpellier ; interpellier c'est presque argumenter, ou, plutôt, c'est provoquer dans un colloque individuel toutes les contradictions de la défense. Tout cela doit s'accomplir d'une manière claire, précise, correcte, sans qu'on puisse accuser le magistrat d'avoir

1. Cassation, 23 mars 1882. *Bull.*, n° 81. — 21 juin 1888. *Bull.*, n° 216. — 14 avril 1892. *Bull.*, n° 109.

révélé son sentiment ou manifesté sa conviction. Cette tâche est périlleuse et le terrain semé d'écueils et de difficultés : asservir constamment sa parole à sa volonté, être clair dans le discours et retenu dans la pensée, pressant dans les prémisses et réservé dans les conséquences ; éclairer les obscurités de la cause à la charge de se dissimuler soi-même ; se faire, en un mot, l'agent de l'intelligence commune, et commander sans cesse à ses propres impressions ; tout cela exige beaucoup de tact, d'habileté, de discernement et surtout une grande conscience. »

Nos criminalistes ont fixé depuis longtemps le caractère légal et philosophique de l'interrogatoire au double aspect de la défense et de la répression. Mouyard de Vouglans a dit : « C'est un acte dont l'objet n'est pas seulement de tirer de l'accusé *l'aveu* de son crime, mais encore la vérité des faits qui *peuvent tendre à sa décharge*. » D'Aguesseau avait écrit auparavant : « Ce n'est pas seulement pour l'accusé que la nécessité de l'interrogatoire a été établie, c'est aussi contre lui et pour le bien de la justice. »

Les magistrats ont, depuis, tout à fait oublié ce double aspect de l'interrogatoire : ils n'ont plus en vue maintenant que la confusion de l'accusé et la démonstration de sa culpabilité.

Les anciens magistrats estimaient que le prési-

sident doit rechercher la vérité avec soin, mais ne doit pas soumettre à une investigation tracassière ou accabler de questions insidieuses ou d'un langage irritant des malheureux désarmés ; au contraire, il doit tempérer l'amertume de leurs réponses par la douceur des questions posées, *benigna interrogatione metius responsum elicere* (Tite-Live). De plus, les articulations du juge doivent être franches, ses questions sans détour, sa loyauté manifeste. Il doit avant tout et surtout se souvenir qu'il interroge l'accusé aussi bien pour lui-même que contre lui, et dans la seule pensée de la justice.

Combien peu de présidents observent aujourd'hui ces règles ! Le plus souvent l'interrogatoire dégénère en véritable réquisitoire, et le président perd ainsi l'impartialité qui est sa plus belle vertu. Il va même jusqu'à reprocher à l'accusé ses antécédents qui souvent n'ont rien à voir avec l'affaire actuelle (1).

1. Nous savons bien qu'il ne faudrait peut-être pas trop généraliser. Les jurés qui, aux termes de la loi, se déterminent d'après leur intime conviction sans avoir égard à tel ou tel genre de preuves ou de présomptions, doivent tout savoir. S'ils ne connaissent que le fait lui-même, il faut alors en bonne logique qu'ils ignorent jusqu'au nom de l'accusé. Mais jamais le défenseur n'entendra être limité à cet égard, et si les antécédents de son client sont favorables, il en tirera argument pour démontrer l'in vraisemblance de l'incrimination. Dans ces conditions, il est peut-être difficile de refuser au ministère public le droit de parler des condamnations antérieures et des renseignements de moralité. Certains malfaiteurs, par exemple, opèrent toujours de la même façon : leurs

Comme toujours, en cette matière, la Cour de cassation a admis cette façon de faire au lieu de la réprimer.

Elle permet au président d'assises de donner à son questionnaire telle forme et telle étendue que bon lui semble (1). Elle admet qu'il n'y a pas violation des droits de la défense dans ce fait que le président a dit à l'accusé au cours de son interrogatoire : « ... à l'infamie vous joignez le mensonge » (2).

Ainsi, l'interrogatoire devenant un réquisitoire avant l'heure est inutile et même dangereux. Aussi tendancieux peut-être que le résumé supprimé en 1881, l'interrogatoire peut, en tous cas, produire sur l'esprit des jurés une impression indélébile. C'est qu'aussi il est bien difficile à un magis-

vols portent en quelque sorte une marque de fabrique. Il devient dès lors intéressant d'être renseigné sur leur casier judiciaire. Nous ne pensons pas d'ailleurs qu'on ait jamais songé sérieusement à empêcher l'accusation et la défense de parler du passé de l'accusé. Mais, tant que l'interrogatoire subsistera, il nous paraît utile que le président fasse connaître aux jurés, impartialement, cela va sans dire, les antécédents bons ou mauvais de celui qu'ils ont à juger. Le ministère public et le défenseur tomberont toujours dans certaines exagérations. D'autre part, avec les goûts actuels, les journaux écrivent une sorte de roman sur chaque affaire d'assises avant qu'elle vienne à l'audience ; ils fouillent le passé de l'accusé, font eux-mêmes une enquête parallèle à l'enquête judiciaire, et, presque toujours, les jurés arrivent avec des idées préconçues ; il peut-être dès lors nécessaire que le président remette les choses au point.

1. Cassation, 24 août 1882. *ull.*, n° 218.

2. Cassation, 6 décembre 1879. *Journ. de dr. crim.*, 1880, p. 119.

trat, tout pénétré encore de l'étude de la procédure écrite, de ne pas introduire plus ou moins de discussion dans l'interrogatoire. A ce danger s'ajoute celui d'anciennes habitudes, si le président a occupé autrefois le siège du ministère public (1). Ce président s'échauffe un peu dans la lutte et, à son insu, il arrive parfois à paralyser la défense. A une question qu'il a soigneusement préparée et développée avec éloquence, il veut de l'accusé une réponse concise, au besoin un oui ou un non. Et si l'accusé se perd dans quelques longueurs, il l'interrompt et a hâte de passer à un autre sujet.

M. A. Le Poittevin a cité à la Société générale des prisons, dans la séance du 16 février 1910, le document suivant extrait du journal *L'Éclair*, numéro du 20 février 1897.

Le vice capital de l'interrogatoire y éclate manifestement.

Le président. — Le 1^{er} (du mois), tandis que votre maîtresse entendait un cri étouffé chez M^{me} V..., vous, vous n'avez rien entendu ?

L'accusé. — Je dormais, j'avais la fièvre.

Le président. — Si vous aviez la fièvre, vous ne dormiez pas ?

1. Dans l'affaire Berthomieu, en janvier 1890, devant la Cour d'assises de l'Aude, le président se laissa entraîner à dire : « Il ne suffit pas d'affirmer. Démontrerez-vous que vous n'étiez pas chez vous à l'heure du crime. » Ce président oubliait que le fardeau de la preuve incombe à l'accusation et non à l'accusé.

L'accusé. — J'étais dans un demi-somme : « Je n'ai entendu que des portes qui se fermaient. »

Cette réponse véridique amène la réflexion suivante du président :

Le président. — *C'est inadmissible !*

Mais aussitôt l'avocat de l'accusé, M^e Henri Robert, proteste en ces termes :

« Monsieur le président, vous ne pouvez dire « c'est inadmissible ». Votre haute impartialité vous le défend. La lutte est exclusivement entre l'accusation et la défense. Je suis convaincu de l'innocence de l'accusé... Vous n'avez pas le droit, dans l'interrogatoire, de dire que l'accusé est coupable ; ce que dit l'accusé est parfaitement admissible. »

Il est bon, d'ailleurs, de faire remarquer que dans cette affaire l'avocat général dut abandonner l'accusation et l'accusé fut acquitté !

Autre exemple tout récent : le 7 juin 1910, comparait devant la Cour d'assises de Seine-et-Oise, un individu accusé de meurtre ; celui-ci niait avec obstination les faits qui lui étaient reprochés. Le président s'écria tout à coup : « Mais avouez donc que vous êtes un assassin ! »

Tel est le tableau assez fidèle de ce duel forcément inégal entre le président des assises et l'accusé. Et l'interrogatoire conduit tout naturellement à ces fâcheuses conséquences.

Aussi, ne faut-il pas s'étonner si de tous temps

il a soulevé contre lui les plus violentes protestations.

Déjà, au xvi^e siècle, le président Ayrault avait fait de ce procédé une critique acerbe : « Interroger l'accusé, dit-il, c'est plutôt advocacer que juger, car l'interrogatoire, pour être bon, se doit faire captieusement et subtilement; y venir tantost de droict fil, tantost en biaisant, maintenant en cholère, maintenant doucement : qui sont toutes questions d'adversaire ou de sophiste, *non de juge ou de magistrat*... Informer, interroger, ouyr, examiner, chercher la vérité en toutes sortes par ruses, finesses, dexteritez ou autrement sont choses qui gisent en faict, en sollicitation, argumentation et diligence, conséquemment propres aux parties. Mettez-vous le juge à ces opérations ou actions ? C'est le faire descendre au barreau et en l'oyant quereller, disputer et contester avecque les accusez, l'exposer lui-même au babil ou à la calomnie de tout le peuple... C'est tout ainsi que qui eut tiré le sénateur romain du lieu où il était séant au théâtre et l'eust posé avec les comédiens sur l'eschaffaut (1). »

Dès 1818, M. Béranger signale les inconvénients de notre système actuel : « ... Quelle lutte inégale ! D'un côté est l'assurance que donne l'autorité,

1. Rapporté dans Cruppi, *La Cour d'assises*, p. 135.

l'exemption de toute crainte, la connaissance profonde de la procédure... Le président a étudié tous les interrogatoires que l'accusé a subis depuis son arrestation. Il a noté avec soin les contradictions toujours inévitables, lorsqu'une mémoire affaiblie est interrogée à de si longs intervalles, et l'usage qu'il en fera va développer tous les vices de la première instruction... (1) »

Le 9 mars 1849, Blanqui, à l'audience de la Haute-Cour s'exprimait en ces termes : « L'interrogatoire des accusés par le président est un abus déplorable que l'ignorance et l'abattement des hommes, la timidité et la complaisance du barreau ont laissé prendre pied peu à peu, et enfin s'asseoir en maître dans la procédure des Cours d'assises, en violation manifeste de l'article 319 du Code d'instruction criminelle ; on essayera, je le suppose, de justifier cet empiètement par l'article 268 qui accorde au président tous les moyens discrétionnaires de découvrir la vérité. Mais, sans doute, cette omnipotence redoutable ne saurait aller jusqu'à la résurrection des procédés tortionnaires des vieux usages que l'exécration publique a fait tomber depuis soixante ans des mains des juges et des bourreaux... ; le pouvoir discrétionnaire d'un côté, le jaillissement de la vérité du sein même du prévenu contraint, c'est-à-dire, les deux

1. *De la Justice criminelle en France*. Paris, 1818.

axiomes de la torture, voilà les arguments invoqués à l'appui de cette funeste usurpation de l'interrogatoire que je vous demande aujourd'hui de chasser à jamais de nos Codes... Ce n'est jamais sans tristesse que je lis cette formule officielle : « L'accusé, pressé de questions... » Question, mot terrible écrit en lettres de sang dans nos annales criminelles !... L'interrogatoire, vous le voyez, est une véritable torture. » A cela le procureur général ne sut répondre que ces quelques mots : « L'article 268 accorde aux présidents des Cours d'assises un pouvoir discrétionnaire pour la recherche de la vérité, devant le texte si formel de cet article, il n'y a pas d'interprétation possible, et si vous adoptiez le système qui vous est présenté, ce ne serait plus le magistrat qui dirigerait le débat, ce serait l'accusé. La Cour doit donc déclarer qu'il n'y a pas lieu à incident ; M. le président agira ensuite comme il le jugera convenable. Nous ne répondrons pas un mot à l'étrange opinion que l'accusé Blanqui a cru devoir émettre sur l'interrogatoire des accusés à l'audience, mesure qu'il a qualifiée de tortionnaire. A de pareilles exagérations, il n'y a pas de réponse possible. Ce sur quoi nous insistons seulement, c'est qu'aucune entrave ne soit apportée à l'exercice du pouvoir discrétionnaire de M. le président (1). »

1. Dalloz, 1849. 1.242.

M. Nouguié dit : « Pour quelques présidents, interroger c'est interpellé, interpellé c'est examiner, examiner c'est argumenter, de telle sorte que dans leur système, l'interrogatoire c'est le débat tout entier, c'est une lutte complète par demandes et par réponses entre l'accusation et la défense (1). »

Stephen, exprimant son avis sur le sujet qui nous occupe, écrit : « Tout cela fait du juge français une partie et, qui pis est, une partie hostile à l'accusé. Cela le place dans une situation qui manque de dignité et qui est incompatible avec ses autres devoirs. »

Nous pouvons encore citer les affaires de Mayve et Joniaux dans lesquelles les présidents interrogèrent pendant quatre jours (environ dix-sept heures) (2).

M. Cruppi, parlant du *Courrier de Lyon* et de l'affaire Lesurques, a rappelé, à la Société générale des prisons (3), que c'est un résumé abominable du président Gohier, lequel était pourtant un excellent homme, qui a fait condamner Lesurques.

Il importe donc de faire à tout prix du président un arbitre impartial ; et la suppression de l'inter-

1. Nouguié, *op. cit.*, t, III, n° 1733.

2. Speyer, *Les Vices de notre procédure en Cour d'assises*, p. 72.

3. Séance du 16 février 1910.

rogatoire s'impose : c'est ce qu'ont très bien compris la commission extraparlamentaire et la commission de la réforme judiciaire de la Chambre des députés, avec certaines différences de vues entre elles, ainsi que nous allons le voir.

Avant d'aborder le chapitre suivant, nous citerons deux arrêts qui nous ont paru intéressants : les condamnés, contrairement à ce qu'on pourrait attendre, avaient basé leur pourvoi notamment sur ce fait que le président ne les avait pas interrogés ou ne les avait pas assez longuement interrogés.

Le premier arrêt, du 3 octobre 1844, dit en effet : « Sur le troisième moyen, *pris de l'insuffisance de l'interrogatoire* : attendu que le président, après avoir rappelé au demandeur ce dont il est accusé, lui a demandé s'il persistait dans les réponses consignées dans ses précédents interrogatoires ; à quoi le procès-verbal constate que le demandeur a répondu affirmativement ; que, par là, le vœu de la loi a été rempli (1). » Le deuxième arrêt, du 18 mars 1869, s'exprime ainsi : « ... Sur le quatrième moyen, résultant de ce que le président des assises *n'aurait pas procédé à l'interrogatoire du demandeur pendant les débats*, et de la violation de l'article 319 du Code d'instruc-

1. Bull., n° 335.

tion criminelle, en ce qu'il ne l'aurait pas, après chaque déposition, interpellé sur ce qu'il avait à y répondre ; attendu que le président a rempli à l'égard de l'accusé les prescriptions voulues par la loi, parmi lesquelles ne figure pas l'obligation d'un interrogatoire formel et particulier, etc. (1). » Voilà, certes, des condamnés qui n'étaient pas de notre avis !

CE QUE PROPOSE LE GOUVERNEMENT

Le texte présenté par le Garde des Sceaux modifie ainsi qu'il suit l'article 314 du Code d'instruction criminelle : « Après cette lecture, le président, qui ne pourra, *à peine de nullité*, faire subir à l'accusé un interrogatoire, lui rappellera ce qui est contenu dans l'arrêt de renvoi et lui dira : « Voilà de quoi vous êtes accusé ; vous allez entendre les charges qui seront produites contre vous. »

Ce texte prononce ainsi la suppression complète de l'interrogatoire, et même, de crainte que les présidents ne reprennent leur ancienne habitude, il édicte la nullité, mesure radicale devant laquelle tous doivent s'incliner. Ce faisant, le projet a soin de spécifier que cette réforme n'est pas une œuvre de méfiance à l'égard des magistrats, .

1. Bull., n° 67.

il reconnaît au contraire l'impartialité avec laquelle ils remplissent leurs délicates fonctions. Mais il veut mettre le président des assises à sa vraie place, loin des passions, et en faire véritablement un arbitre qui assurera à chacune des deux parties en présence, le libre exercice de ses droits ; son but n'est pas de porter atteinte à la dignité du président, mais au contraire de grandir son rôle.

Chose remarquable ! Par cette réforme, nous revenons au Code de 1808. Celui-ci a, en effet, repris le système *accusatoire* voulu par les législateurs de 1791, et l'interrogatoire est en opposition avec ce système, car il constitue un procédé *inquisitorial*. Ce qui a permis à M. Cruppi de dire : « On ne nous accusera pas d'être des novateurs audacieux : nous sommes essentiellement conservateurs, et même si on employait des expressions parlementaires qui, heureusement, ne sont pas en usage dans vos séances, on pourrait dire que nous sommes d'affreux réactionnaires, puisque nous proposons de revenir au Code de 1808 (1). »

On nous a dit : ne vous donnez donc pas tant de peine pour supprimer une institution qui serait excellente si les présidents d'assises étaient mieux choisis et prenaient un plus grand soin de remplir avec dignité et modération leurs importantes

1. Société générale des prisons, séance du 16 février 1910.

fonctions. Nous ne le croyons pas, parce que ce procédé conduit logiquement, fatalement et malgré lui, le président à se faire accusateur.

On nous a fait aussi l'objection suivante : avec votre système le jury n'entendra même plus la voix de l'accusé, et cette réforme, faite dans son intérêt, risque par suite de se retourner contre lui. Il faut que les jurés voient l'accusé, ses gestes, son attitude, et entendent ses paroles, et l'accusé doit parler au moment où il paraît le plus sincère, c'est-à-dire au début de l'audience, quand il n'a pas encore subi l'influence des témoignages ou des incidents (1), et l'on nous cite ces mots de Joseph de Maistre : « Dieu donne à la franchise, à la fidélité, à la droiture, un accent qui ne peut être ni contrefait, ni méconnu. »

Mais ne voit-on pas combien d'erreurs risqueraient de commettre les jurés, s'ils tenaient un trop grand compte de l'aspect extérieur de l'accusé. Combien de jolies femmes seraient épargnées, et combien de laides condamnées ! Le peuple ne proclame-t-il pas que personne ne ressemble plus à un honnête homme qu'un coquin ? D'ailleurs, « rien n'est plus dangereux que de mettre ainsi l'accusé immédiatement en scène et de provoquer des impressions préalables » (2). Et le livre de

1. M. le conseiller Morizot-Thibault, à la Société des prisons, séance du 16 mars 1910.

2. M. Cruppi, *Revue pénitentiaire*, mars 1910, p. 334.

F. Baudat

M. Bérenger en 1818 ne parle-t-il pas des dangers de l'interrogatoire pour les innocents auxquels, s'ils nient à l'audience, le président opposera leurs précédents aveux devant le juge d'instruction et leurs réponses incohérentes et inconciliables au cours de la procédure ?

On nous a cité l'exemple du procès de Mettray où un essai du nouveau système fut tenté devant les assises de la Vienne (1), et certains déplorent que la personnalité du colonel Lorenzo n'ait pas été mise suffisamment en relief, ce qui aurait pu avoir des conséquences funestes pour lui si la poursuite n'avait pas été aussi injustifiée, car les jurés à la fin de l'affaire n'ont pas su plus qu'au commencement ce qu'était le colonel Lorenzo.

Nous répondons qu'il n'en sera généralement pas ainsi et que si l'accusé veut parler et faire entendre sa voix, il en aura l'occasion au cours des dépositions des témoins, et il lui sera d'ailleurs toujours loisible de faire entendre ses protestations d'innocence au cours des débats (2). C'est aussi l'avis de M. le sénateur Bérenger (3).

1. Nous verrons plus loin le résultat de cet essai en ce qui concerne l'exposé oral de l'avocat général.

2. La jurisprudence reconnaît qu'il y a nullité si le président refuse de recevoir les observations que l'accusé veut faire sur la déposition d'un témoin : Cassation, 9 mai 1878. S. 78.1.481. — 3 décembre 1836. S. 38.1. 82.

3. *Revue pénitentiaire*, avril 1910, p. 450.

Cela ne vaut-il pas mieux que l'interrogatoire actuel qui va rechercher dans le passé de l'accusé des actes qui n'ont rien à voir avec la poursuite intentée, et que le président examine sous toutes leurs faces afin d'y trouver un indice des mauvais penchants de l'accusé ?

Comme l'a fort bien fait remarquer M. Henri Prudhomme à la Société générale des prisons (1), l'ancienne méthode pouvait conduire un président, moins scrupuleux que celui qui dirigeait les débats, à rappeler tel article de journal qui reprochait au colonel Lorenzo d'avoir, un certain jour de manœuvres, imposé à ses hommes une marche trop longue, s'exposant ainsi à faire naître dans l'esprit des jurés on ne sait quels préjugés défavorables, à propos de faits étrangers à l'affaire.

D'autres personnes ont exprimé une opinion intermédiaire (2) : elles sont, comme nous, partisans convaincus de la suppression de l'interrogatoire, mais elles s'exagèrent le danger de l'exposé oral et de la réplique du défenseur, elles craignent qu'une discussion préliminaire ne se trouve ainsi engagée *in limine litis*. Et elles voudraient qu'une simple instruction ministérielle mit fin à cette pratique odieuse en rappelant les pré-

1. *Revue pénitentiaire*, avril 1910, p. 451.

2. M. le bâtonnier Bourdillon, *Revue pénitentiaire*, avril 1910, p. 463.

sidents d'assises au respect du Code d'instruction criminelle. Ainsi, le président, se conformant strictement à l'article 314 de ce Code (qui lui permet d'exposer l'affaire, mais non d'interroger), ferait un exposé bref et impartial qui renseignerait les jurés au début même de l'affaire.

Nous répondrons : le président sera obligé d'exposer la thèse du ministère public, et, de plus nous croyons que l'impartialité de ce magistrat ne peut exister dès qu'on lui permet d'exprimer son opinion sur l'affaire ; il se trouvera généralement malgré lui et de bonne foi conduit à prendre parti pour l'accusation contre la défense quand il aura le dossier entre les mains. D'ailleurs, cet exposé serait dangereux parce que ni l'accusé ni l'avocat ne pourraient en corriger les erreurs, et bientôt nous verrions s'élever contre lui les mêmes plaintes que contre l'ancien résumé et contre l'interrogatoire. Il est tout naturel que l'avocat général soutienne le système de l'accusation, il est odieux que le président prenne parti contre l'accusé. Il faut mettre chacun à sa place, faire du président le directeur des débats et de l'avocat général l'accusateur. Tel est notre principe.

Malheureusement, la commission de la réforme judiciaire de la Chambre des députés n'a pas cru devoir adopter entièrement le projet du Garde des Sceaux, et elle a décidé, tout en maintenant le prin-

cipe de la suppression de l'interrogatoire, de ne pas édicter la nullité. Elle a redouté qu'on ne puisse trouver le critérium entre la défense faite au président de procéder à l'interrogatoire de l'accusé et le droit qui lui est naturellement conservé de demander à l'accusé des éclaircissements, de lui poser des questions; elle a craint que des conflits incessants soient élevés par la défense et que les arrêts de la Cour d'assises soient exposés à des cassations fréquentes. « Lorsqu'un défenseur aura déposé des conclusions pour se faire donner acte que le questionnaire du président s'est transformé en interrogatoire prohibé à peine de nullité, il sera souvent malaisé d'établir le véritable caractère du dialogue échangé entre le président et l'accusé. Il y aurait là une source abondante de cas de cassation... Supprimer l'interrogatoire et maintenir le droit d'interrogation est vraiment trop subtil (1). » En conséquence, M. Drelon propose de mettre dans l'article 314 du Code d'instruction criminelle, que le président rappellera *sommairement* à l'accusé, ce qui est contenu dans l'arrêt de renvoi, disposition qui, à ses yeux, aurait pour avantage d'empêcher le président de se livrer à l'interrogatoire habituel et cependant ne paralysera pas son droit de demander des éclaircissements à

1. Rapport de M. le député Drelon.

l'accusé par la peur d'encourir des nullités difficilement évitables.

Nous estimons que les craintes de la commission de la réforme judiciaire ne sont pas fondées. Comme nous le verrons dans le chapitre qui concerne les dépositions des témoins, nous pensons que le président ne doit demander à l'accusé que des éclaircissements complémentaires, et qu'il doit se borner à mettre en lumière les points laissés dans l'ombre.

Si la commission de la Chambre des députés croit avoir supprimé l'interrogatoire parce qu'elle a ajouté le mot *sommairement* au texte actuel de l'article 314, à propos du rappel que fait le président à l'accusé de ce qui est contenu en l'arrêt de renvoi, elle se fait d'étranges illusions. Dans la pratique actuelle, ce rappel est aussi sommaire que possible, et ce n'est pas d'ailleurs de ce membre de phrase de l'article 314 que le président tire le droit qu'il s'est arrogé de procéder à un interrogatoire. A vrai dire, l'interrogatoire n'est visé expressément par aucun texte; et, pour le supprimer, il faut, de toute évidence, l'atteindre à l'endroit même où il s'est glissé dans la pratique et prononcer le mot pour supprimer aussitôt la chose. C'est ce que le projet de gouvernement avait fait, et pour éviter un retour fatal à la pratique actuelle, il avait édicté la sanction indispen-

sable. D'ailleurs, le texte de la commission de la Chambre, au lieu de se borner à une adjonction inutile et platonique, supprimerait-il l'interrogatoire dans des termes aussi nets que le projet du gouvernement et à la même place, que toute la réforme resterait lettre morte, puisque l'interrogatoire, auquel il aurait été procédé en dépit de cette défense, n'entraînerait pas la nullité de la procédure.

C'est cependant cette nullité qui a impressionné la commission de la réforme judiciaire. Vous conservez au président des assises, nous dit le rapporteur, ainsi que nous l'avons vu plus haut, le droit de demander des éclaircissements à l'accusé et vous lui interdisez de procéder à un interrogatoire. Où sera le critérium et ne craignez-vous pas de le paralyser dans son droit de demander des éclaircissements « par l'écueil périlleux de nullités flottant à travers ses questions » ? Il semble cependant que le projet et son exposé des motifs ne donnaient prise à aucune ambiguïté à cet égard.

Et qu'ils supprimaient radicalement, irrévocablement, c'était cet interrogatoire qui se place au commencement des débats, au moment où les témoins ont quitté la salle d'audience, cette sorte de corps à corps entre l'accusé et le président seuls.

Mais, une fois le premier témoin introduit,

toutes les parties en présence étaient à même de s'expliquer, le président conservait le droit de demander des éclaircissements *à propos des dépositions mêmes*. La commission de la Chambre redoute que la défense argue des moindres questions que posera à ce moment le président pour y découvrir l'interrogatoire interdit à peine de nullité et déposer d'incessantes conclusions.

Il semble qu'elle s'exagère le péril. La Cour de cassation fixera bien vite, s'il est besoin, les principes à cet égard, conformément à la distinction si saisissante de l'exposé des motifs.

Si les députés adoptent les conclusions de leur commission, ils feront une réforme inutile en fait, car elle laissera aux présidents d'assises la liberté d'apprécier s'ils doivent ou non procéder à l'interrogatoire, c'est-à-dire qu'elle leur laissera la latitude de revenir à leurs anciens errements. Rappelons-nous ce qui s'est passé après la mise en vigueur de notre Code d'instruction criminelle de 1808 qui ne prévoit nulle part l'interrogatoire, et cependant les magistrats qui l'appliquèrent, et qui étaient presque tous d'anciens avocats ou magistrats du roi, rétablirent cette pratique empruntée à la procédure royale à laquelle ils étaient habitués.

Profitions donc de la leçon, et si nous voulons que la réforme aboutisse, édictons sans crainte la nullité.

L'INTERROGATOIRE EN ANGLETERRE
ET EN ALLEMAGNE

Voyons brièvement si l'interrogatoire de l'accusé par le président est pratiqué en Angleterre et en Allemagne.

Le système accusatoire régit le droit anglais, et le président des assises a essentiellement le rôle d'un arbitre. Sa préoccupation constante, d'après la loi, doit être de tenir la balance égale entre l'accusation et la défense ; aussi, a-t-on pu dire qu'il était « le conseil de l'accusé » ; et l'interrogatoire par ce haut magistrat est prohibé. Le principe *nemo tenetur accusare seipsum* est observé scrupuleusement (1). Aussi, ne faut-il pas s'étonner des jugements portés par nos voisins sur notre président d'assises : « C'est un chat jouant avec une souris, dit le jurisconsulte Lewis (2), c'est l'histoire du loup et de l'agneau..., c'est le système, la théorie de l'accusation soutenue à grand renfort de questions insidieuses et d'observations hostiles par le président. Ainsi, celui-ci se conduit à l'égard de l'inculpé comme pas un conseil de l'accusation n'oserait le faire en Angleterre. »

1. Sauf l'atteinte portée par la loi de 1898 dont nous parlons plus loin.

2. Lewis, *La Procédure criminelle en Angleterre*.

Cependant, vers la fin du xix^e siècle, un mouvement d'opinion s'est formé chez nos voisins en faveur de l'interrogatoire de l'accusé, mais on n'a pas voulu confier au président le soin de procéder à cette formalité, car il faut, à tout prix, protéger et sauvegarder l'impartialité de ce magistrat. Sauf l'interpellation du début pour savoir s'il veut plaider coupable ou non coupable (à laquelle d'ailleurs il n'est pas tenu de répondre, et alors son silence est interprété dans un sens négatif), l'accusé, jusqu'à ces derniers temps, non seulement pouvait, mais même s'il était assisté d'un avocat, devait rester silencieux et passif pendant toute la durée des débats. Il n'avait pas à prouver son innocence, c'était à l'accusation à prouver sa culpabilité. On n'exceptait que le cas où il n'avait pas de défenseur : car c'est lui-même qui interroge les témoins et expose sa propre défense.

Vers 1882 « en vertu d'une résolution de la majorité des juges », on apporta une première modification à ce système trop absolu. On admit que l'accusé, après la plaidoirie de son avocat, pourrait faire une déclaration continue, sauf le droit de réplique de l'accusation s'il dévoilait des faits nouveaux.

De même, la pratique s'établit qu'après le prononcé du verdict, le juge avant de déterminer la peine demandât à l'accusé s'il n'avait rien à dire

sur l'application de celle-ci, et, par exemple, s'il n'avait pas à faire une déclaration pouvant la faire atténuer.

Une loi de 1885 pour la protection des femmes et des filles et la suppression des maisons de prostitution disposa que toute personne accusée d'un acte d'immoralité aurait le droit, au cours des débats sur sa propre cause, de témoigner dans les mêmes conditions que tout autre témoin et avec les mêmes formalités. Mais ceci était tout à fait spécial.

Après tous ces essais et remèdes partiels, le législateur s'est enfin décidé à donner satisfaction à l'opinion publique par le *Criminal Evidence Act of 1898* (1). Depuis lors, l'accusé est admis à servir de témoin dans sa propre cause, sous la foi du serment; il sera donc interrogé par l'accusation et par la défense, suivant le système usité pour les témoins et que nous verrons dans un chapitre suivant.

Cette épreuve est d'ailleurs essentiellement facultative de la part de l'accusé qui s'y soumet s'il le veut bien.

1. Il est curieux de voir la législation anglaise qui, d'une manière générale, repose sur le système accusatoire, admettre le serment de l'accusé qui était la caractéristique du système inquisitoire pur, alors que, vers la même époque, la loi française du 8 décembre 1897, en levant le secret de l'instruction, s'est éloigné du système inquisitoire pour se rapprocher du système accusatoire.

Mais, en fait, si l'accusé ne demande pas son « examination », il produit une impression défavorable sur l'esprit des jurés. Et comme, d'autre part, il doit prêter serment, s'il veut se soumettre à l'interrogatoire, il est amené à commettre un parjure.

Reconnaissons que cette innovation de la loi anglaise n'a peut-être pas été heureuse, qu'elle restreint considérablement les garanties de l'accusé et qu'elle présente des inconvénients aussi graves que notre interrogatoire dont nous réclamons la suppression (1).

En Allemagne, l'accusé est, comme chez nous, interrogé par le président. Cet interrogatoire est légal et prévu expressément par le Code de procédure pénale (art. 237 et 242); on a pris soin de spécifier que l'interrogatoire devra fournir à l'inculpé l'occasion d'écarter les soupçons qui pèsent sur lui et de faire valoir les circonstances qui militent en sa faveur (art. 136).

1. Les juristes sont loin d'être d'accord sur les effets bons ou mauvais du *Criminal evidence Act of 1898*.

III

CONSÉQUENCES DE LA SUPPRESSION DE L'ACTE D'ACCUSATION ET DE L'INTERROGATOIRE

1° RÉTABLISSEMENT DE L'ARRÊT DE RENVOI

Nous voulons parler ici du rétablissement en fait de l'arrêt de renvoi, car les textes du Code d'instruction criminelle y font allusion (notamment l'article 313), mais les Cours d'assises s'en servent généralement fort peu : l'arrêt de renvoi et l'acte d'accusation font, en quelque sorte, double emploi et rarement la lecture de ces deux documents a lieu. Mais c'est là un simple usage de cours, et dans certains ressorts, au contraire, on inflige consciencieusement et légalement à l'accusé, aux magistrats, aux jurés et au public ces longues lectures.

Dorénavant, si l'acte d'accusation est supprimé, l'arrêt du renvoi aura un rôle prépondérant. Les réformateurs ont estimé qu'un arrêt de Cour

motivé comme toutes les décisions de justice en vertu de la loi du 20 avril 1810, produirait plus d'impression et vaudrait mieux qu'une composition d'avocat général.

Cette innovation entraîne la modification partielle des articles 242, 307, 308, 313, 321 § 1^{er}, 337, 338, 341, 342, 406, et 445 du Code d'instruction criminelle.

L'arrêt de renvoi sera donc prédominant. Ce ne sera plus l'acte d'accusation qui constituera la base de tout le travail de la Cour d'assises, c'est dans l'arrêt de renvoi que celle-ci devra aller chercher tous les éléments de sa fonction : notamment (nouvel article 337 proposé) les questions posées au jury devront être puisées directement dans l'arrêt de renvoi, sans être comme maintenant inspirées de l'acte d'accusation qui lui-même doit être modelé sur l'arrêt de renvoi (articles 337 et 271) (1).

C'est reconnaître un état de fait et opérer une simplification, car la jurisprudence, d'accord avec la doctrine, reconnaît depuis longtemps que le président de la Cour d'assises doit poser au jury les questions telles qu'elles résultent de l'arrêt de renvoi, et non telles qu'elles résultent de l'acte

1. Cf. Faustin-Hélie, *Prat. crim.*, t. I, n° 812. — Laborde, n° 1058 — Massabian et Mesnard, t. II, n° 3160.

d'accusation, s'il y a quelque divergence entre les deux documents (1).

2° RÉTABLISSEMENT DE L'EXPOSÉ ORAL

La suppression de l'acte d'accusation et celle de l'interrogatoire ont amené le rétablissement de l'exposé du sujet de l'accusation fait par le procureur général, car certains esprits ont redouté que le jury n'ait plus une vue d'ensemble suffisante pour suivre utilement l'affaire. Il est certain que l'arrêt de renvoi a besoin d'un commentaire, et, dans cet exposé, la commission extraparlamentaire a cru trouver le « fil conducteur » qui reliera la lecture de l'arrêt de renvoi aux dépositions des témoins. Certes, pas plus que pour l'arrêt de renvoi, cet exposé ne constitue une innovation à proprement parler, puisque l'article 315 actuel du Code d'instruction criminelle le prévoit en termes formels, mais, en fait, il est tombé depuis longtemps en désuétude, et il est bien évident qu'avec l'interrogatoire tel qu'il se pratique aujourd'hui et après la lecture de l'acte d'accusation, cet exposé ne peut

1. Cassation, 26 décembre 1822. *Bull.*, n° 132. — 18 décembre 1858. *Bull.*, no 312. — 26 septembre 1872, *Bull.*, n° 244. — 4 juin 1876. *Bull.*, n° 150. — Berriat Saint-Prix, n° 237. — Faustin-Hélie, t. VIII, n° 3624. — Nouguier, t. IV, n° 2680.

servir qu'à prolonger inutilement le débat. D'ailleurs, la doctrine et la jurisprudence sont d'accord pour reconnaître que l'article 315 n'impose pas au ministère public l'obligation d'exposer le sujet de l'accusation, que ledit article lui donne un droit et une faculté dont il est libre d'user ou de ne pas user, et qu'il peut, par conséquent, s'en rapporter à l'exposé contenu dans l'acte d'accusation (1).

Il n'en sera plus ainsi désormais. Le Garde des Sceaux propose cette nouvelle rédaction de l'article 315 : « Immédiatement après (le rappel de ce qui est contenu dans l'arrêt de renvoi) le procureur général, ou la partie civile si la Cour d'assises est saisie directement à sa requête, *devra* exposer le sujet de l'accusation ; à la suite de cet exposé, la partie civile ou le procureur général, l'accusé et son conseil pourront présenter des observations.

» Le président veillera à ce que cet exposé et ces observations n'entrent pas dans la discussion des faits et des preuves.

» Le procureur général présentera ensuite la liste des témoins... (la suite comme au texte actuel). »

1. Faustin-Hélie, t. VII, n° 3467 ; Faustin-Hélie, *Prat. Crim.*, t. I, n° 717. — Trébutien, t. II, p. 398. — Berriat-Saint-Prix, *Le Jury en matière criminelle*, n° 190. — Nouguiér, t. III, n° 1624. — Laborde, n° 1050. — Cassation, 3 mai 1834, S. 35. 1.779 ; 9 février 1850, D. 50.596 ; 8 mars 1866, *Bull.*, n° 63 ; 2 septembre 1870, *Bull.* n° 167.

Donc, maintenant, obligation stricte pour le parquet d'exposer l'affaire (« devra », dit le texte), et même non seulement pour le ministère public mais aussi pour la partie civile quand celle-ci aura traduit directement l'accusé devant la Cour d'assises (on a évidemment songé aux délits de presse). La plus grande ampleur est donnée à ce sujet afin que la partie poursuivante puisse inculquer l'affaire aux jurés. Mais une chose était à craindre, c'est que l'avocat de la société ou celui de la partie civile ne fissent à ce moment leur réquisitoire avant l'heure et qu'ainsi nous retombions dans l'un des plus graves inconvénients de l'interrogatoire supprimé : aussi donne-t-on à la partie poursuivie ou à son conseil le droit de présenter des observations en réplique (1). Et c'est un principe qu'il est impossible de donner la parole à l'accusateur sans donner le droit de réponse au défenseur. En tous cas, le débat ne doit pas à ce moment s'engager au fond pour aucune des deux parties, on ne veut pas au début de l'audience, instituer un débat prolongé entre le ministère public et l'avocat : « Le président veillera à ce que cet exposé et ces observations n'entrent pas dans la discussion des faits et des preuves. »

1. Le projet élargit ainsi un droit qui est déjà reconnu à l'accusé par la Cour de cassation. Cf. par ex. Cassation, 8 juin 1850, S. 50.483. — Faustin-Hélie, *Prat. Crim.*, t. I, n° 717.

Cette discussion viendra plus tard à sa place lors de la déposition ou après la déposition des témoins ; elle serait anticipée ; le président prendra soin que chaque chose vienne en son temps et que l'avocat général se borne à un exposé de l'affaire.

Il faut espérer que la loi sera appliquée avec beaucoup de bon sens, que le représentant du ministère public et l'avocat seront réservés, et que le président n'hésitera pas à user de son autorité pour arrêter l'avocat ou le ministère public, si besoin est. Il faut que les deux parties en présence comprennent bien qu'à ce moment leur rôle est d'éclairer les jurés, de leur montrer l'objet des débats.

D'ailleurs nous pouvons faire remarquer que l'exposé de l'affaire Lorenzo fait récemment à titre d'essai par l'avocat général de Poitiers devant les jurés de la Vienne, a été le triomphe de notre système. M^e Henri Robert, qui défendait le colonel Lorenzo, a exprimé ainsi son opinion : « Tout a été admirablement ; il n'y a eu ni longueurs ni développements. L'avocat général a expliqué la situation, et il a expliqué même au jury l'état de la procédure, puis il s'est assis. » M. le sénateur Béranger partage également cet avis.

On nous a objecté : vous espérez avoir des accusateurs réservés, modérés, calmes et précis, mais pourquoi attribuez-vous ces qualités à l'avocat

général, alors que vous les refusez au président ? Nous répondrons : si le président sort de son rôle, le mal est sans remède ; mais si l'accusateur est trop violent ou sort du simple exposé de l'affaire, il y a quelqu'un au-dessus de lui, le président, qui appliquera notre loi.

C'est pour cette raison que nous considérons comme une utopie l'opinion émise par certains esprits distingués qui voudraient voir l'interrogatoire subsister, mais en étant réduit à n'être qu'un interrogatoire, avec interdiction légale de toute discussion (1).

Qu'on ne vienne pas non plus nous dire qu'avec notre système nous aurons un « président solide ». Son rôle n'est point passif, le rôle d'un spectateur qui se contentera de marquer les coups portés et reçus par les deux adversaires, mais au contraire il prendra une grande part aux débats par la direction qu'il leur imprimera, par la modération qu'il fera régner, et surtout par les éclaircissements sur l'affaire qu'il pourra demander aux témoins et à l'accusé, ainsi que nous le verrons plus loin.

On nous a encore opposé que cette façon de faire serait mauvaise parce que, si à Paris les hommes dans les deux camps sont souvent d'égale

- 1. M. le bâtonnier Bétolaud à la Société des prisons, séance du 16 février 1910.

importance, en province nous voyons souvent un petit substitut de 3^e classe en face d'un avocat considérable ; comment ce petit substitut fera-t-il son exposé ? Eh bien ! il faut qu'il soit capable de le faire clairement et convenablement. D'ailleurs, avec le système actuel, il faut bien qu'il sache faire le réquisitoire !

Certains auraient voulu confier au président le soin de faire l'exposé. Mais ils se sont vite aperçus qu'ils mettraient le président dans la lutte, et qu'il est impossible à ce magistrat de ne pas laisser apercevoir son opinion et sa conviction intime en exposant les charges recueillies contre l'accusé.

On s'est demandé à quel moment devront se retirer les témoins avec notre nouveau système. On sait qu'en vertu de l'article 316 actuel du Code d'instruction criminelle, le président ordonne aux témoins de se retirer dans la chambre qui leur est spécialement destinée, aussitôt après l'exposé du sujet de l'accusation par le procureur général et après la lecture de la liste des témoins. Puisque nous donnons une si grande importance à l'exposé oral, faut-il que les témoins restent dans la salle à entendre l'avocat général ? Le texte élaboré par la commission extraparlamentaire est muet à cet égard, il a respecté l'article 316. Mais la commission de la réforme judiciaire de la Chambre a envi-

sagé la question et elle voudrait faire partir les témoins dans leur salle spéciale avant l'exposé oral. Elle craint que les témoins ne soient influencés par cette première impression qui sera évidemment plus ou moins dangereuse suivant l'éloquence de l'orateur. « Sans vouloir incriminer les intentions de personne, dit le rapporteur M. Drelon, il faut reconnaître que ces préliminaires oratoires seraient un merveilleux instrument pour indiquer aux témoins dans quel sens leurs dépositions devraient s'orienter pour corroborer la thèse de l'accusation ou celle de la défense » ; ces raisons sont excellentes et la commission propose d'obtenir facilement ce résultat par un simple changement de place de textes, en reportant les dispositions nouvelles à l'article 316 dont elles formeront les deuxième et troisième paragraphes et en supprimant dans l'article 315 les mots « le procureur général exposera le sujet de l'accusation ». Nous aurions donc un article 315 ainsi conçu :

« 1° Le procureur général présentera ensuite la liste des témoins... (la suite comme au texte) et un article 315 ainsi complété :

» 2° Immédiatement après, le procureur général ou la partie civile, si la Cour d'assises est saisie directement à sa requête, devra exposer le sujet de l'accusation ; à la suite de cet exposé, la partie civile ou le procureur général, l'accusé et son

conseil pourront présenter des observations ;

» 3° Le président veillera à ce que cet exposé et ces observations n'entrent pas dans la discussion des faits. »

Le projet de la Commission de la Chambre nous paraît réaliser un progrès appréciable sur le texte du gouvernement ; cette mesure nous semble excellente. L'impartialité sera ainsi complètement sauvegardée et l'accusé aura une garantie de plus, garantie que la société peut lui accorder sans péril pour elle.

L'EXPOSÉ ORAL EN ANGLETERRE

Si nous examinons ce qui se passe en Angleterre, nous voyons que dans ce pays où règne rigoureusement le système accusatoire, l'exposé oral de notre procureur général existe et est fait par l'avocat de la Couronne au commencement des débats. Les auteurs anglais estiment avec raison qu'il appartient à celui qui porte une accusation contre quelqu'un d'en fournir la preuve. Le vieil adage *onus probandi incumbit actori* est appliqué dans toute sa force. Si par hasard (cela arrive rarement) l'avocat de la Couronne dramatise les faits pour influencer le jury ou sort de l'examen de la cause, le président le rappelle à l'ordre sévèrement. Puis, quand l'avocat de la Couronne a

terminé son exposé, il présente les témoins cités à sa requête.

3^o SUPPRESSION DE L'EXPOSÉ DE L'AFFAIRE
PAR LE PRÉSIDENT PRÉVUE PAR L'ARTICLE 269
DU CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE

La volonté formelle du garde des Sceaux est, ainsi que nous l'avons déjà vu, d'assurer la complète indépendance du président d'assises, de ne pas le mêler aux débats, si peu soit-il, d'en faire un arbitre, un directeur de débats impartial. En conséquence, la modification suivante de l'article 267 du Code d'instruction criminelle est proposée : « Il (le président) sera de plus chargé personnellement de diriger les jurés dans l'exercice de leurs fonctions, même de leur rappeler leurs devoirs, de présider à toute l'instruction et de déterminer l'ordre entre ceux qui demanderont à parler. Il aura la police de l'audience ».

Naturellement, on maintient au président son droit de direction des débats et ses pouvoirs de police, choses indispensables, mais on supprime l'exposé de l'affaire qu'il fait aux jurés. A la vérité, nous devons reconnaître qu'en fait cet exposé avait rarement lieu ; mais le président le faisait parfois dans les affaires politiques ou dans les causes importantes, c'est-à-dire précisément quand

il était le plus dangereux. Le président ne pourra donc plus influencer des jurés trop enclins souvent à suivre l'avis d'un homme qui leur en impose par sa fonction, par sa robe éclatante, et qu'ils doivent croire impartial.

Ce changement au texte a, de plus, pour but de caractériser l'intention de la suppression complète de l'interrogatoire, ainsi que nous l'avons vu. Car certains auteurs se sont basés sur cet article 267 pour essayer de trouver un fondement juridique à cette institution non prévue par la loi.

4° SUPPRESSION DE L'AVERTISSEMENT AU CONSEIL DE L'ACCUSÉ

Les ordres d'avocats se plaignaient, avec raison, que l'article 311 du Code d'instruction criminelle fit un devoir au président de la Cour d'assises d'avertir le conseil de l'accusé qu'il ne peut rien dire contre sa connaissance ou contre le respect dû aux lois et qu'il doit s'exprimer avec décence et modération. C'était encore diminuer l'importance de l'avocat, déjà en bien piètre posture à côté de la Cour imposante. Et, de plus, c'était complètement inutile. Car le défenseur n'a-t-il pas au début de sa profession prononcé solennellement un serment conçu à peu près dans les mêmes termes, et ce serment n'est-il pas renouvelé

chaque année par le bâtonnier au nom de tous ses confrères? pourquoi dès lors le répéter ici? De plus, en cas de faute de l'avocat, le conseil de l'ordre est tout indiqué pour sévir contre le délinquant sur la plainte du magistrat, suivant les formes ordinaires. Et même la Cour possède contre l'avocat un pouvoir de discipline qui lui est propre. Pour toutes ces raisons, le défenseur-avocat, homme honorable, est soumis à la modération et au respect des lois.

Aussi le garde des Sceaux propose-t-il de supprimer cet avertissement pour les avocats, mais avec juste raison il le maintient pour les défenseurs non avocats, les garanties que donne un avocat inscrit à une Cour ou à un tribunal n'existant plus. « Lorsque le conseil de l'accusé ne sera pas un avocat inscrit à un barreau, le président l'avertira... (comme au texte) », dit le nouvel article 311.

Ainsi un petit froissement d'amour-propre sera dorénavant évité aux avocats inscrits à un tableau.

Par analogie de motifs, la commission de réforme judiciaire de la Chambre des députés a étendu cette mesure aux avoués, qui peuvent assister un accusé et sont également soumis à une discipline stricte.

Avant de terminer, remarquons que la Cour de

cassation a d'ailleurs reconnu, dans une jurisprudence constante, que cet avertissement n'est point prescrit à peine de nullité et qu'ainsi aucune nullité n'est encourue si le procès-verbal ne constate pas cet avertissement (1).

1. Cassation, 14 septembre 1837, D. 36. 1. 416. — 21 mars 1844. D. 44. 4. 116. — 25 août 1887. Pand., 87. 1. 350. — Cf. aussi Faustin-Hélie, *Prat. crim.*, n° 712. — Massabian et Meşnard, t. II, n° 3111, note 2.

IV

INTERROGATOIRE CORRECTIONNEL

Nous n'en parlons que pour le comparer à l'interrogatoire criminel, car il n'est pas modifié. C'est qu'en effet les inconvénients que nous avons exposés pour l'interrogatoire criminel ne se retrouvent pas dans l'interrogatoire correctionnel.

L'ordre des différentes phases de la procédure devant le tribunal correctionnel et l'interrogatoire ont été formellement prévus par un texte, l'article 190 du Code d'instruction criminelle. Nous ne sommes plus ici soumis au pouvoir discrétionnaire du président. Voici l'ordre imposé par cet article 190 : le procureur expose l'affaire ; les témoins pour et contre sont entendus ; les pièces pouvant servir à conviction ou à décharge sont représentées aux témoins et aux parties. Puis le prévenu est interrogé.

Cet ordre est des plus logiques : l'interrogatoire vient en dernier lieu, et il ne portera plus ici sur les documents révélés par la seule procédure

écrite et secrète du juge d'instruction (souvent d'ailleurs cette procédure n'existera pas ou sera réduite à de simples procès-verbaux de police ou de gendarmerie quand il y aura citation directe), mais il sera fait d'après les faits révélés par les témoins qui viennent d'être entendus à l'instant même, d'après les pièces qui sont entre les mains du tribunal. Nous sommes donc en pleine lumière ; les droits du prévenu, les droits de la défense sont sauvegardés et les juges se font une opinion d'après les éléments mêmes de la cause. Cet interrogatoire du prévenu est si bien regardé comme un moyen d'instruction et de défense (1) que si l'inculpé s'est fait représenter par un avoué ou par tout autre mandataire, le tribunal peut cependant ordonner sa comparution, s'il juge son interrogatoire utile à la découverte de la vérité.

Cela nous explique qu'on n'ait pas touché à l'article 190 et il est probable qu'il restera longtemps encore dans son état actuel.

Seul, ou à peu près, le tribunal de la Seine s'est arrogé le droit d'agir contrairement aux prescriptions très nettes du Code d'instruction criminelle, et ses juges ont pris l'habitude d'interroger le prévenu avant d'entendre les témoins. Ceci s'explique peut-être par la vitesse avec laquelle doit procé-

1. Faustin-Hélie, t. VI, n^{os} 2905 et 1919. — Massabian et Mesnard, t. II, n^{os} 2856 et suiv.

der ce tribunal correctionnel surchargé d'affaires ; on lui a d'ailleurs souvent reproché sa hâte qui n'est pas, il faut l'avouer, sans inconvénients. En tous cas nous devons reconnaître que cette façon de procéder est illégale étant contraire à l'article 190, et que de plus elle offre alors les mêmes inconvénients que l'interrogatoire criminel ; nous dirons même qu'il est plus dangereux que celui-ci, car le prévenu n'est pas, comme l'accusé, obligatoirement pourvu d'un avocat. Si les tribunaux correctionnels prenaient l'habitude d'agir ainsi, il faudrait résolument supprimer l'interrogatoire devant ces tribunaux.

Ce système correctionnel, prévu expressément par le Code d'instruction criminelle, a paru si logique à certains juristes partisans convaincus de l'interrogatoire criminel, parce qu'ils estiment que c'est le moyen le plus sûr d'arriver à la manifestation de la vérité, mais frappés en même temps des inconvénients de ce procédé, qu'ils voudraient qu'on réformât simplement cet interrogatoire criminel en le faisant à la fin des débats, comme au tribunal correctionnel. Ils pensent ainsi corriger tout ce qu'a d'odieux l'interrogatoire criminel actuel. Nous estimons que cette mesure ne serait pas suffisante et qu'il importe avant tout de couper le mal dans la racine par la suppression complète de cette pratique.

V

DÉPOSITION ET INTERROGATOIRE DES TÉMOINS

Les témoins sont, ainsi que l'a dit Bentham, « les yeux et les oreilles de la justice ». Leur importance est énorme, c'est d'eux que dépend le plus souvent la condamnation ou l'acquittement de l'accusé. Et l'on comprend aisément que la façon dont ils feront leur déposition, ou dont il sera procédé à leur interrogatoire, aura une influence décisive sur les débats.

Voyons comment les choses se passent actuellement, leurs inconvénients. Nous verrons ensuite les améliorations que propose le garde des Sceaux, M. Barthou.

Les témoins ont été enfermés dans une chambre spéciale suivant les prescriptions de l'article 316 du Code d'instruction criminelle. Ils n'en sortent que pour apporter séparément leur témoignage à la barre. Ils doivent venir dans l'ordre établi par l'article 321 (témoins à charge, puis témoins à décharge), mais le président peut modifier cet ordre s'il le juge utile (1).

1. Cass., 4 août 1843. *Bull.* n° 196 ; 27 mai 1880. S. 82. 1. 392 ;

Avant de recevoir leur témoignage, le président leur fait prêter serment de parler sans haine et sans crainte, de dire toute la vérité, rien que la vérité, et il s'assure de leur identité : il leur demande leurs noms, prénoms, âge, profession, leur domicile ou résidence, s'ils connaissent l'accusé avant le fait mentionné dans l'acte d'accusation, s'ils sont parents ou alliés soit de l'accusé, soit de la partie civile et à quel degré, s'ils ne sont pas attachés au service de l'un ou de l'autre.

Remarquons en passant que ces dernières formalités tirées de l'article 353 du Code de l'an IV auraient pu être abrogées par la Commission extra-parlementaire pendant qu'elle faisait les réformes : elles sont en effet inutiles ; et l'avocat, pourrait toujours, en cas de besoin, faire ressortir l'honorabilité plus ou moins grande de la personne qui apporte son témoignage à la barre (1).

Ces formalités remplies, les témoins *déposeront*, dit l'article 317. Par conséquent les témoins doivent déposer *spontanément*, ils racontent ce qu'ils ont vu ou ce qu'ils ont entendu, et ils déposent *oralement*. C'est l'application de la grande règle de l'oralité des débats qui domine et régit toute notre procédure criminelle (2).

19 janv. 1883. *Bull.* n° 14 ; 5 septembre 1895, D. 96. 1.473 ; Haute-Cour, 23 nov. 1899, *Fr. jud.*, 99. 2.533.

1. Cf. Faustin-Hélie, *Inst. Crim.*, t. VII, n° 3530.

2. Laborde, n° 1052. — Faustin-Hélie, *Prat. crim.*, t. I, n° 756 et suiv.

Pendant sa déposition le témoin ne peut être interrompu (art. 319), mais s'il s'égare dans des digressions, le président peut l'inviter à se renfermer dans l'objet de l'accusation (1), et le droit est reconnu à ce magistrat de demander tous les éclaircissements nécessaires et toutes les explications destinées à mettre nettement les faits en lumière et à compléter la déposition (2).

Pendant les dépositions des témoins le rôle du président est donc assez limité par la loi. Mais en pratique il est énorme, car en leur qualité de directeurs des débats, les présidents ont pris en général l'habitude de substituer à cette déposition spontanée un interrogatoire. Il est certain que cela est nécessaire quand les témoins sont des personnes peu instruites qui ne savent pas s'exprimer ou des personnes timides auxquelles il faut arracher ce qu'elles savent, mais les présidents ont généralisé la mesure et ils procèdent à un interrogatoire serré du témoin pour arriver à lui faire dire ce qu'ils veulent. Ils substituent ainsi parfois leur pensée à celle du témoin. Nous retombons ici dans les inconvénients signalés au chapitre de l'interrogatoire de l'accusé : le président, convaincu de la culpabilité de l'accusé, veut à tout prix obtenir

1. Cassation, 18 septembre 1829. *Bull.*, n° 226.

2. Faustin-Hélie. *Prat. crim.*, t. I, n° 760; *Inst. crim.*, t. VII, n° 3529.

une preuve ; de plus il puise ses renseignements dans la procédure écrite du juge d'instruction et nous assistons à un second interrogatoire tendancieux. La Cour de cassation a admis ce système « responsif » par une jurisprudence constante.

M. Cruppi le constate (1) : « Trois fois sur quatre, la déposition spontanée se réduit à quelques mots après lesquels le témoin est longuement interrogé par le président d'assises. Ces habitudes peuvent offrir certains avantages, mais leur inconvénient capital est de mêler le président à la lutte, de le conduire à des duels successifs avec l'accusé ou avec les témoins, de l'obliger à abandonner de plus en plus son rôle d'arbitre. »

Faustin-Hélie a dit avec juste raison que le débat devant la Cour d'assises devait être exclusivement oral et demeurer « pur du contact de l'instruction écrite ».

Speyer (2) écrit, en parlant du système actuel : « Quel que soit le désir d'impartialité qui anime le président, il lui sera impossible d'étouffer, d'une manière absolue, la voix de sa conscience. Malgré lui il mettra plus de vigueur, plus d'intelligence dans la recherche des faits établissant ce qu'il croit être la vérité ; malgré lui il prendra un ton plus sévère en interrogeant les témoins amenés

1. *La Cour d'assises*, p. 82.

2. *Op. cit.*, p. 233.

par la partie qui n'a pas ses sympathies, et, en général, l'expérience le prouve, cette partie sera la défense. » Speyer dit encore qu'avec le système responsif nous assistons « à la substitution de la volonté présidentielle à l'initiative de la partie ». Rien n'est plus exact.

De plus, ce faisant, le président viole encore une fois le principe de l'oralité des débats, comme dans l'interrogatoire de l'accusé, car il prépare ses questions d'après le dossier de la procédure écrite, et ses demandes sont tirées des dépositions faites devant le juge d'instruction. Cette coutume est certainement contraire à notre Code d'instruction criminelle.

Enfin, le président prépare souvent si bien ses questions que le témoin se borne à répondre par oui ou par non ; le président reproduit textuellement la déclaration faite devant le magistrat instructeur. C'est le renversement complet de l'article 317.

Aussi le garde de Sceaux propose-t-il la modification suivante de la fin de ce texte : « ... les témoins à charge et à décharge déposeront oralement et *spontanément* et ne seront pas interrompus. » C'est la précision du Code d'instruction criminelle dont les magistrats tendent trop à s'écarter, c'est encore une réforme de l'habitude des magistrats, de la coutume judiciaire, et non du

Code d'instruction criminelle. Cette intention est accentuée par la modification du commencement de l'article 319 : « Lorsque le témoin *aura cessé de parler*, ou *s'il refuse de parler spontanément*, ou déclare ne rien savoir, le président lui demandera..., etc. »

Ensuite le président demandera à l'accusé s'il veut répondre à ce qui vient d'être dit contre lui. Rien n'est changé à ce point de vue. La jurisprudence a d'ailleurs reconnu que cette disposition n'est pas prescrite à peine de nullité (1), mais il y aurait au contraire nullité si le président refusait de recevoir les observations que l'accusé voudrait faire sur la déposition du témoin (2).

Nous arrivons maintenant à une question très importante, soulevée par la Commission extra-parlementaire. On sait que d'après l'article 319 actuel du Code d'instruction criminelle, l'avocat général, l'accusé et la partie civile (ou leurs conseils) ont le droit d'interroger les témoins, mais avec une notable différence entre elles : le ministère public peut les interroger directement après avoir demandé la parole au président et celui-ci ne peut refuser son autorisation (3) ; l'accusé et

1. Cassation, 22 juin 1839, S. 40. 1. 91 ; 28 avril 1843, S. 43. 1. 741 ; 8 mai 1878, S. 78. 1. 481 ; 25 août 1887, Pand. 87. 1. 351. — Faustin-Hélie, t. VII, n. 3531.

2. Cassation, 9 mai 1878 déjà cité ; et 3 décembre 1836, S. 38. 1. 82.

3. Cass., 2 messidor an XII.

la partie civile ne peuvent le faire que par l'organe du président. Nous n'ignorons pas qu'en pratique cette différence ne se fait souvent pas sentir, car maintes fois le président se borne à dire au témoin : vous avez entendu ce que vous demande l'accusé (ou la partie civile), répondez ? Mais néanmoins cette distinction est capitale, car c'est reconnaître au président un droit souverain sur la position des questions par la partie civile et l'accusé, et c'est donner à l'accusation un avantage marqué sur la défense, alors que dans le système accusatoire, adopté par notre Code d'instruction criminelle, les deux parties en présence, l'accusateur et l'accusé, devraient avoir les mêmes droits. M. Garçon estime avec raison qu'il est ridicule que la loi autorise l'accusé à faire entendre des témoins et qu'ensuite l'on prétende à l'audience ne point leur permettre de déposer.

Le jurisconsulte anglais Stephen a bien vu les inconvénients de notre pratique : « ... Le seul moyen, dit-il, de rendre les témoignages oraux complets et pertinents est qu'ils soient tirés du témoin par des questions posées par la partie qui présente le témoin.

» En passant par la bouche du président, les questions risquent de perdre leur caractère et de ne pas atteindre leur but. Au lieu de se succéder à intervalles très rapprochés, elles languiront en

quelque sorte, ce qui pourra permettre au témoin de composer sa réponse. Pourquoi forcer la défense à lutter par l'intermédiaire d'un représentant à qui elle n'a que le droit d'indiquer où il doit frapper.

» On ne doit jamais oublier que les débats sont un combat ; et si on l'oublie pour un instant, on risque de rendre le combat inégal et injuste.

» Les témoins cités contre chaque partie sont pour le moment l'ennemi de cette partie, et il devrait être permis au représentant de chacune d'elles de les attaquer corps à corps (1). »

Pénétrée des idées libérales, et s'inspirant du système anglais que nous verrons plus loin, la Commission extraparlamentaire veut mettre l'accusation et la défense sur le même pied et faire du président l'arbitre impartial qui jugera les coups portés. Le projet gouvernemental dit en effet : « ... Puis il (le président) donnera successivement la parole au ministère public, à la partie civile, à l'accusé et à son conseil qui pourront adresser *directement* toute question au témoin et dire tant contre lui que contre son témoignage tout ce qu'ils croiront utile pour la manifestation de la vérité. » C'est donc la liberté complète et l'égalité parfaite. Le président aura un rôle modérateur et prendra

1. Stephen, *History of the Criminal law*, I, p. 432.

soin que les questions ne s'égarent pas en dehors des faits de la cause. Naturellement on conserve et on confirme le droit de haute surveillance des débats qui appartient à ce magistrat.

Néanmoins cette innovation n'a pas eu l'heur de plaire à tout le monde.

Certains craignent que l'accusé ne puisse par ce moyen prolonger les débats et entraver le cours de la justice.

D'autres prétendent que les témoins ne seront plus protégés. Actuellement, disent-ils, l'accusé et son défenseur peuvent poser au témoin toute question qui peut être utile à la défense (1), mais le président a le droit et le devoir d'apprécier l'utilité et l'opportunité des interpellations demandées par l'accusé, il peut les ajourner (2), ou même les écarter complètement (3). Si toutes les questions quelles qu'elles soient, même celles d'ordre intime, peuvent être posées sans que le président puisse s'y opposer, les témoins chercheront à se protéger contre les ressentiments, soit en se dérochant, soit en faisant une déposition incolore (4), et ainsi sera créé un péril pour l'accusé.

1. Faustin Hélie, *Prat. crim.*, t. I, nos 762 et 763. — Cassation, 30 août 1866. *Bull.*, n° 214.

2. Cass., 21 octobre 1835. S. 35. 1. 850 ; 11 janvier 1881. *Bull.*, n° 9 ; 7 janvier 1892. *Bull.*, n° 1.

3. Cassation, 28 mai 1813 ; 28 novembre 1844. S. 45. 1. 386 ; 19 décembre 1850. D. 50. 5. 515 ; 31 décembre 1896.

4. M. le bâtonnier Bourdillon à la Société des Prisons, séance du 16 mars 1918.

Mais, nous ne saurions trop le répéter, afin que le moindre doute ne puisse subsister, le président des assises n'est pas diminué par notre réforme et il n'est pas désarmé si l'une des parties sort de la modération convenable ou pose des questions sur des faits inutiles ou contraires à l'ordre public. Son droit de haute surveillance des débats lui appartiendra toujours, nul ne songe à le supprimer.

Remarquons que rien n'est modifié à la loi actuelle en ce qui concerne les juges et les jurés : ceux-ci devront toujours demander la parole au président avant d'interroger le témoin ou l'accusé.

Cette innovation n'a malheureusement pas convenu à la Commission de Réforme judiciaire de la Chambre des députés. Son rapporteur, M. Drelon, dit en effet : «... la nouvelle rédaction de l'article 319 aurait accordé à tous le droit d'interrogation directe. La majorité de la Commission n'a pas ratifié cette extension. Elle a craint que l'interrogation directe d'un témoin par l'accusé ou la partie civile, ou *même par leurs conseils*, puisse amener des colloques trop vifs et provoquer des incidents contraires à la dignité du prétoire. » Mais encore une fois que faites-vous donc du président ? Croyez-vous qu'il tolérera de pareils agissements ?

D'ailleurs cette même Commission n'était pas

aussi timorée l'année précédente. Ce qui l'effraie en 1910 ne l'effrayait pas en 1909. — Si nous nous reportons en effet au rapport fait également par M. le député Drelon sur la proposition de loi de M. Gustave Lhopiteau (1) nous y lisons ce qui suit et qui est très intéressant, car les députés-commissaires partageaient complètement en ce temps-là notre manière de voir : « ... Ainsi les témoins de l'accusation et ceux de la défense sont traités d'une manière différente. De même les droits du ministère public et ceux du défenseur ne sont pas identiques. Il y a donc là une série d'inégalités choquantes. A observer encore qu'en interrogeant les témoins, le président abdique momentanément son rôle de juge impassible pour devenir, ou au moins paraître devenir, accusateur. Il est facile d'éviter une pareille anomalie sans nuire à la bonne administration de la justice.

» Pourquoi le ministère public n'interrogerait-il pas lui-même les témoins qu'il a fait citer ?

» Pourquoi, au lieu d'obliger comme aujourd'hui le défenseur à transmettre au président les questions qu'il désire poser aux témoins, ne l'autoriserait-on pas à les interroger directement ?

» *Si l'on redoutait un peu de vivacité dans le croisement d'interrogations et de contre-interro-*

1. Chambre des députés, Rapport n° 2700. Annexe au procès-verbal de la 2^e séance du 13 juillet 1909.

gations directement échangées entre l'accusation et la défense, on peut se rassurer par la pensée que le président de la Cour d'assises, dorénavant magistrat neutre et impartial, est à son siège pour diriger et surveiller les débats... etc. »

Il est impossible de dire mieux, que ne le disait l'honorable M. Drelon l'an dernier, les inconvénients du système actuel et les changements qu'il faut y apporter. Pourquoi M. Drelon a-t-il subitement changé d'avis ? Pourquoi trouve-t-il mal maintenant ce qu'il trouvait bien jadis. La Commission extra-parlementaire de 1910 n'a pourtant fait que s'inspirer des avis si sages émis par la Commission de la Réforme judiciaire en 1909.

Que celle-ci veuille bien méditer ces paroles de Stephen : « Un procès de quelque importance ressemble toujours à une bataille, et l'un des buts assignés aux règles de la preuve et de la procédure c'est de circonscrire ce combat dans les limites raisonnables, et d'empêcher les parties d'infliger des blessures inutiles, soit à leurs adversaires, soit à des tiers. *Mais, seules les blessures inutiles doivent être évitées*, et quant à celles qui sont indispensables à la manifestation de la vérité, il serait puéril de songer à les supprimer, car dans les limites que la raison lui assigne, le combat doit être livré avec des épées et non avec des fleurets. »

Pour résumer, nous dirons que la réforme proposée par le Garde des Sceaux nous paraît excellente pour deux raisons : parce qu'elle établirait l'égalité entre la défense et l'accusation, et parce qu'elle assurerait l'impartialité et le prestige du président en l'empêchant d'entrer dans la lutte.

Après la déposition de chaque témoin et son interrogatoire par le ministère public et le défenseur, le président aura un rôle assez délicat à remplir, c'est de tirer de l'accusé les renseignements supplémentaires dont les jurés auraient besoin, c'est de mettre en lumière les faits laissés dans l'ombre par la déposition du témoin ou les questions de l'avocat-général et de l'avocat. Mais là devra se borner la mission du président : c'est un rôle *complémentaire*, ainsi que l'a défini M. Le Poittevin. Le projet dit : « Le président, les juges et les jurés pourront également demander tous éclaircissements au témoin et à l'accusé. » Le président ne pourra pas se livrer à un interrogatoire en forme de ces deux personnes. Notons que c'est le système du Code d'instruction criminelle, approuvé par la doctrine (1). Nous devons en notre matière reconnaître à chaque instant que les magistrats ont déformé la loi.

1. Faustin-Hélie, *Prat. crim.*, t. I, n° 760. *Instruct. crim.*, t. VII, no 3529.

DROIT COMPARÉ

La réforme proposée par le gouvernement n'est pas une chose absolument nouvelle, elle s'inspire des systèmes anglais et allemand, et ce mode de procéder est employé dans différents autres pays ainsi que nous pouvons nous en rendre compte par une revue rapide des législations étrangères.

En Angleterre, les témoins sont d'abord interrogés par la partie qui les produit, c'est *l'examination in chief* (interrogatoire), puis ils subissent la *cross-examination* (contre-interrogatoire) de l'adversaire, et au besoin une *re-examination* (re-interrogatoire) de la première partie (1). C'est la phase capitale du débat, celle qui décidera du sort de l'accusé, et pendant laquelle les avocats déploient toute leur habileté dans la position de leurs questions, qui peuvent même porter sur la vie privée et la moralité du témoin (2). Pendant ce temps le président reste impassible,

1. Ce qui caractérise l'audition des témoins dans la procédure criminelle française, c'est la continuité des dépositions (art. 319 du C. instr. crim.) et l'obligation de n'interpeller les témoins que par l'organe du président. Le législateur anglais a pris exactement le contre-pied de ce système. Il a rejeté la déposition continue et spontanée. C'est à la partie qui présente le témoin de tirer de lui ce qu'elle veut lui faire dire par le moyen de questions successives.

2. Les témoins sont souvent très malmenés : pour infirmer leur témoignage on permet de leur poser sur leurs antécédents, sur leur moralité, des questions qu'il serait interdit de poser à l'accusé lui-même.

son rôle est celui d'un simple spectateur, il se borne à marquer les coups (1). Ce système a naturellement donné lieu à beaucoup d'abus par la facilité trop grande qu'il offre aux avocats d'essayer de sauver leurs clients aux dépens des témoins.

Ces abus n'existent pas en Allemagne, pays dans lequel est pratiqué le *Kreuzverhoer*, ou interrogatoire croisé, qui a été directement emprunté au droit anglais. D'après l'article 238 du Code de procédure pénale allemand, le ministère public et le défenseur peuvent demander, d'un commun accord, à interroger eux-mêmes les témoins cités par eux ; si l'accord ne peut se faire, le président interroge les témoins, ensuite le ministère public et l'accusé leur posent *directement* des questions. Remarquons d'ailleurs que le ministère public et l'accusé n'ont le droit d'interpeller ainsi directement que les personnes citées à la requête de l'un d'eux ; les témoins et les experts appelés par le président (art. 220), ou par une décision du tribunal, sont interrogés par ce magistrat. L'article 240 a eu grand soin de réglementer le *Kreuzverhoer* : « Lorsqu'une personne fera un usage abusif de la faculté qui lui aura été conférée dans le cas prévu par l'article 238 § 1 d'interroger les témoins et

1. Remarquons d'ailleurs que le président peut dispenser les témoins trop vivement pressés par l'avocat adverse de répondre à certaines questions.

experts, le président pourra la lui retirer. Dans les cas prévus par l'article 238 § 1 et par l'article 239 § 2, le président pourra écarter les questions qui seraient inopportunes ou qui ne se rapporteraient pas à l'affaire. » Le législateur allemand a su ainsi tout à la fois soumettre l'accusation et la défense à une égalité parfaite, donner à chacune d'elles le maximum de liberté et le maximum de droits, et prévenir les abus possibles par le contrôle du président. C'est, à peu de chose près, ce système qui est maintenant proposé par le gouvernement français, sa sagesse est manifeste et l'on ne comprend guère que la commission de la réforme judiciaire de la Chambre des députés s'y soit opposée.

Le mouvement est d'ailleurs général en ce sens. Le Code de procédure pénale du canton de Neuchâtel contient un article 212 ainsi rédigé : « *Chaque partie interroge elle-même les témoins qu'elle a fait citer. Les parties qui ne conduiront pas l'interrogatoire du témoin ont aussi le droit de lui adresser des questions...* »

L'article 70 du Code de procédure pénale fédéral suisse est ainsi conçu : « *Le ministère public fédéral interroge les témoins qu'il a désignés... après chaque interrogatoire le défenseur a le droit d'adresser des questions aux témoins dans l'intérêt de la défense.* » L'article 71 ajoute : *Le défenseur et, le cas échéant, l'accusé, interroge ensuite les témoins qu'il a dési-*

gnés. L'article 72 stipule : « Le président surveille l'interrogatoire des témoins et les protège contre toute inconvenance. »

La loi portugaise a également donné le droit à la défense et à l'accusation d'examiner réciproquement leurs témoins sous la surveillance du président.

La tendance est donc partout la même, et la France ne ferait que suivre une voie dans laquelle beaucoup de nations l'ont précédée. N'est-ce pas une preuve de plus de la nécessité et de l'utilité de la réforme ?

VI

DES NOTES D'AUDIENCE

RÉDACTION DES TÉMOIGNAGES. — STÉNOGRAPHIE DES DÉPOSITIONS

Cette partie de notre étude n'a encore fait l'objet d'aucun projet de loi. Elle n'est plus restreinte à la Cour d'assises, mais elle s'étend à tous les degrés de la juridiction pénale. Les textes qui visent les notes d'audience sont, en effet, les articles 155 (tribunaux de police), 189 (tribunaux correctionnels), 211 (Cours d'appel) et 318 (Cours d'assises) du Code d'instruction criminelle.

Devant le tribunal de police le greffier doit tenir note (en plus du serment prêté, mention prescrite à peine de nullité) des nom, prénoms, âge, profession, domicile des témoins et *de leurs principales déclarations*.

Devant le tribunal correctionnel le greffier doit tenir note *des déclarations des témoins et des réponses du prévenu*. Ce système est également celui de la Cour d'appel.

Devant la Cour d'assises le système est un peu spécial : le président fait tenir note par le greffier des *additions, changements ou variations* qui pourraient exister entre la déposition d'un témoin et ses précédentes déclarations. Le procureur général et l'accusé ont le droit de requérir le président de faire tenir ces notes.

Remarquons que la Cour de cassation a décidé que l'inobservation de ces textes n'entraîne jamais la nullité des débats (1). Bien mieux, en Cour d'assises la nullité est prononcée si, contrairement aux prescriptions de l'article 372, le procès-verbal des débats fait mention du contenu des dépositions des témoins alors que ceux-ci n'ont rien changé ou ajouté à leurs précédentes déclarations (2). On ne veut pas que l'instruction orale dégénère en instruction écrite, qui pourrait être ensuite invoquée comme preuve devant un nouveau jury, si les

1. Cassation, 12 septembre 1812 : cet arrêt a même reconnu que la disposition de l'article 155 concerne seulement les tribunaux statuant à charge d'appel, et qu'elle n'est point applicable aux tribunaux jugeant en dernier ressort ; 1^{er} juin 1838. S. 38. 1. 1007 ; 24 juin 1899. S. 1901. 1. 255 pour les tribunaux de police. — Cassation, 19 août 1875. *Bull.*, n° 279. — Cf. aussi Faustin-Hélie, t. VI, n° 2889 et Laborde, n° 1007 pour les tribunaux correctionnels. — Cassation, 22 septembre 1848. S. 49. 1. 303 ; 26 décembre 1879. S. 80. 1. 440 ; 7 février 1896. *Bull.*, n° 57 ; 26 avril 1900. D. 1900. 1. 366. — Cf. aussi Faustin-Hélie, t. VII, n° 3541 ; Massabian et Mesnard, t. II, n° 3137 pour les Cours d'assises.

2. Cassation, 10 avril 1835. S. 35. 1. 734 ; 11 mars 1864. *Bull.*, n° 66. — Cf. aussi Trébutien, t. II, n° 459 ; Faustin-Hélie, t. VII, n° 3540. — Nouguier, t. IV, n° 4013.

débats étaient annulés (1); ce serait de plus contraire à notre grande règle de l'oralité des débats. C'est, en effet, la règle fondamentale de toute notre procédure criminelle : l'instruction à l'audience doit être orale. C'est la base de l'institution du jury; les jurés puisent leur conviction dans le débat qui se déroule devant eux : les dépositions des témoins, les déclarations de l'accusé, ses explications, ses gestes, son accent. L'article 342 du Code d'instruction criminelle dispose « la loi ne demande pas compte aux jurés des moyens par lesquels ils sont convaincus, elle ne leur prescrit point de règles desquelles ils doivent faire particulièrement dépendre la plénitude et la suffisance d'une preuve ». Les articles 317 et 319 exigent que les dépositions des témoins soient orales. L'article 341 défend au président de remettre au jury, en la personne de son chef, les déclarations écrites des témoins avec les procès-verbaux qui constatent le délit et les pièces du procès (2). L'article 477 apporte une dérogation aux règles ordinaires, car, en cas de contumace, il prescrit la lecture des dépositions des témoins entendus dans l'instruction écrite qui, appelés à la Cour d'assises, ne peuvent y être produits.

1. Cassation, 21 février 1891. D. 93. I. 101.

2. Cf. Garraud, *Précis*, n° 559. — Laborde, n° 1066.

Telle est la réglementation légale des notes d'audience. Mais, en pratique, bien que médiocre, elle n'est même pas suivie. Souvent les greffiers tiennent ces notes avec la plus grande négligence, ou sont incapables de les prendre convenablement, ou les préparent avant l'audience d'après les procès-verbaux (et les pièces de l'instruction si elle a eu lieu), ou les rédigent après la sentence quand celle-ci est frappée d'appel. — De leur côté, les magistrats en usent parfois avec la plus grande liberté : des présidents se croient autorisés à modifier les notes du greffier en faisant appel à leurs souvenirs, et c'est souvent une copie de ces notes ainsi modifiées ou augmentées d'après le dossier qui est jointe à la procédure.

On peut dire que les notes d'audience telles qu'elles sont prises aujourd'hui, d'après l'usage adopté dans tous les tribunaux, ne présentent aucune garantie de sincérité. Le visa du président n'est qu'un visa de style, et les juges d'appel recourent le plus souvent aux dépositions écrites reçues dans le cours de l'information. Or, inexactement reproduites, les notes d'audience constituent un danger et peuvent induire en erreur.

Ces inconvénients ont frappé tout le monde. M. le garde des Sceaux Chaumié s'est occupé de la question dans une circulaire du 7 mars 1905 relative aux notes qui sont prises par les greffiers

aux audiences de simple police et de police correctionnelle. Comme nous, il constate leur défectuosité : « Je me suis préoccupé, dit-il, de parer aux inconvénients et aux dangers que présente, pour la bonne administration des juridictions d'appel la rédaction toujours incomplète et parfois inexacte des notes prises par le greffier aux audiences de simple police et de police correctionnelle. » Il aurait voulu faire procéder à la lecture de ces notes aussitôt après chaque témoignage afin que chacun pût se rendre compte de leur contenu et les rectifier en cas de besoin, mais cette innovation serait incompatible avec les exigences du service.

Le garde des Sceaux ordonnait donc aux présidents de faire consigner par les greffiers, soit d'office, soit sur la réquisition des parties ou du ministère public, les additions, changements ou variations qui pourraient exister entre les déclarations des prévenus et des témoins au cours de l'instruction et leurs déclarations à l'audience. C'était l'application aux tribunaux inférieurs du système édicté par le Code l'instruction criminelle pour les Cours d'assises.

Par ce moyen le garde des Sceaux voulait donner aux juges d'appel un résumé sûr et précis des débats.

De son côté, M. le procureur général Bulot

adressa aux procureurs du ressort de la Cour de Paris une circulaire dans laquelle il enjoignait à ses substituts de se concerter avec les présidents de tribunaux pour assurer l'exécution des instructions de la Chancellerie. Il appelait leur attention sur le rôle important qui incombe aux magistrats du parquet en cette matière, car l'étude préalable du dossier qui nécessite la rédaction du réquisitoire définitif permet à ces magistrats de remarquer les variations des déclarations des témoins ou de l'inculpé et de requérir que le greffier en prenne note.

Mais ces circulaires sont tombées dans l'oubli et l'on ne s'y conforme pas. Des rapports annuels à la Chancellerie indiquent qu'elles sont scrupuleusement observées, mais en fait les tribunaux n'en tiennent aucun compte.

Pour remédier à cette déplorable situation, M. René Besnard, député de Tours, a déposé le 17 décembre 1908 un amendement au projet concernant l'abolition de la peine de mort, qui disposait que pour tous les cas où le procureur dans le réquisitoire introductif aurait demandé l'application des articles du Code pénal entraînant la peine capitale, les actes de l'information et les débats devant la Cour d'assises seraient sténographiés par le greffier ou à son défaut par toute personne spécialement assermentée à cet effet.

Remarquons tout d'abord qu'il serait irrationnel de limiter cette réforme aux affaires susceptibles d'entraîner la peine capitale : ces affaires peuvent se terminer par des acquittements ou par des condamnations légères ; par contre, des crimes comme le meurtre ou le vol qualifié peuvent entraîner l'application des peines perpétuelles. Il faudrait donc étendre la réforme à tous les degrés de la juridiction, son utilité serait grande devant chacun d'eux.

Car il est évident que la sténographie conserverait la physionomie des débats bien plus rigoureusement que les notes du greffier, même faites avec soin, et cela serait d'un intérêt considérable en cas d'appel ou de revision. Quinze ou vingt ans après, il n'est pour ainsi dire plus possible de se rendre compte de la physionomie de l'audience en s'en rapportant à la seule procédure écrite et aux notes d'audience incompréhensibles, après un aussi long espace de temps.

Pour commencer, on pourrait limiter la réforme aux Cours d'assises. Mais, même ainsi limitée, nous savons bien que l'innovation se heurterait à de grosses difficultés.

D'abord il faudrait organiser un corps considérable de sténographes judiciaires ; nous pouvons nous en rendre compte par ce que nous voyons au Sénat à la Chambre. Dans ces deux assemblées

toute une équipe de sténographes travaille. De plus les orateurs revisent leurs discours et y apportent souvent des modifications profondes. Or les séances du Parlement ne durent qu'une partie de l'année et chaque séance ne dure que cinq à six heures (les séances budgétaires échappent seules à cette règle). Comment faire pour assurer la sténographie des débats de toutes les Cours d'assises de France (et de tous les tribunaux et Cours d'appel) ? Songe-t-on que la Cour d'assises de Paris rends es arrêts d'une façon ininterrompue, et qu'en province certaines Cours siègent des semaines entières et tiennent même des audiences de nuit ? L'organisation d'une compagnie aussi nombreuse entraînerait des frais trop considérables pour qu'elle puisse être utilement envisagée.

En supposant même cette organisation résolue, nous serons en face d'un autre écueil. Sans doute, l'affaire Dreyfus nous fournit un exemple qui doit nous encourager, mais notons que tous les témoins qui sont venus déposer dans ce procès mémorable étaient des gens très instruits et d'une grande culture intellectuelle ; beaucoup avaient même préparé leurs déclarations. Aussi les comptes rendus sténographiques sont-ils d'une haute tenue littéraire. Mais qu'arrivera-t-il lorsque nous lirons le parler incompréhensible d'un paysan inintelligent et ignorant d'un coin reculé

de la France ? qui répètera cent fois la même chose sans arriver au fait, et saura à peine s'exprimer ? Nous connaissons un président qui s'est livré à cet essai et qui a obtenu un résultat déplorable.

Il est bien évident encore que ce qu'il faudrait pouvoir conserver ce sont les attitudes, les gestes, l'accent des témoins et de l'accusé, qui, plus que toute la procédure, ont décidé les juges.

Néanmoins la sténographie constituerait un progrès certain sur le système actuel, elle donnerait la reproduction des débats aussi fidèle que possible et leur assurerait un caractère de plus sérieuse authenticité ; il faut espérer que dans un temps assez rapproché elle sera l'auxiliaire de nos juges, soit à l'audience, soit à l'instruction, en forçant par exemple les greffiers ou commis-greffiers à la connaître pour être admis au serment.

Quoi qu'il en soit, nous pourrions dès maintenant améliorer la situation actuelle et donner à ces notes plus d'exactitude.

On a songé à charger le président du soin de prendre les notes d'audience à la place du greffier, à l'exemple du président anglais qui rédige de longues notes relatant tous les faits intéressants du procès et les réponses des témoins. Il paraît préférable de laisser la charge du procès-verbal de l'audience à celui qui tient la plume, mais en soumettant cet officier public à la surveillance du

président et au contrôle du ministère public et des parties, afin qu'il remplisse sa mission convenablement.

NOTES DEVANT LES TRIBUNAUX DE SIMPLE POLICE
ET CORRECTIONNELS

Les errements fâcheux actuels rendent souvent illusoire le contrôle des Cours appelées à statuer sur pièces; une chose importante à constater, c'est les variations ou additions dans les déclarations des personnes qui viennent témoigner à la barre et qui ont auparavant déposé dans le cabinet du juge d'instruction. Nous voudrions que le président, qui connaît les dépositions précédentes par l'étude du dossier de la procédure écrite, fit noter ces différences. Il serait désirable que cette partie des attributions du président, dont s'est occupée la circulaire de 1905 sans résultat efficace, fût remplie scrupuleusement.

C'est, en somme, l'application du système qui fonctionne (assez rarement malheureusement) pour la Cour d'assises.

De plus, pour plus de garanties nous voudrions que ces notes fussent soumises à un contrôle rigoureux. Actuellement elles ne sont connues d'aucune des parties en cause, qui sont pourtant les principales intéressées. Nous inspirant de la

circulaire de M. le garde des Sceaux Chaumié, et comme il nous paraît inutile d'imposer dans tous les cas la lecture des dépositions et déclarations, il nous semblerait équitable que le ministère public, le prévenu et la partie civile (ou leurs conseils) aient le droit, aussitôt après la rédaction de la déclaration par le greffier, d'en demander la lecture et de faire ordonner les rectifications nécessaires. Il faut que cette disposition nouvelle soit inscrite dans la loi afin que les intéressés puissent en exiger l'application (une circulaire ne suffirait pas). De cette façon nous pensons que les notes d'audience pourraient être la reproduction fidèle des débats.

C'était le sens de l'amendement qui, sans l'opposition du Conseil d'État eût triomphé devant le Corps législatif lors de la discussion de la loi du 13 juin 1856. Le greffier devait tenir note des déclarations des témoins et des réponses du prévenu. Sur la réquisition du ministère public, du prévenu, de la partie civile, ou d'office, le tribunal pouvait ordonner que les notes seraient lues séance tenante à l'auteur de ces déclarations ou réponses, et il devait être fait droit, s'il y avait lieu, aux observations que leur rédaction pouvait faire naître.

D'autre part, l'article 189 du Code d'instruction criminelle stipule que les notes du greffier seront

visées par le président et ce dans les trois jours de la prononciation du jugement. Comme M. le garde des Sceaux Chaumié le constatait en 1905, « il arrive fréquemment que le jugement n'est pas rendu à l'audience où il est procédé à l'interrogatoire du prévenu ainsi qu'à l'audition des témoins. Il s'écoule ainsi parfois un délai assez long entre la rédaction des notes d'audience par le greffier et leur visa par le président. Il n'est donc pas permis d'espérer que le contrôle exercé dans ces conditions corrige utilement les inexactitudes ou les omissions commises », et il continuait : « J'estime que les magistrats devraient s'efforcer de donner leur visa au lendemain de l'audience dans laquelle ces notes ont été prises. Cette prescription est conforme au texte et à l'esprit du Code d'instruction criminelle, qui a prévu non un délai fixe, mais un délai maximum. » Nous voudrions donc, pour plus de sûreté, que le délai légal de l'article 189 fût réduit à vingt-quatre heures et nous donnerions la charge du visa au président ou à l'un des juges ayant siégé dans l'affaire.

Le contrôle serait ainsi partagé et strict.

NOTES D'AUDIENCE DEVANT LA COUR D'APPEL
ET LA COUR D'ASSISES

A l'époque où fut rédigé le Code d'instruction criminelle, les affaires étaient généralement termi-

nées par les débats devant la Cour d'appel ou la Cour d'assises. Il n'était donc pas absolument nécessaire d'en garder la trace fidèle.

Mais les revisions de procès sont devenues fréquentes et maintenant on a souvent besoin de connaître exactement les dépositions des témoins ou les déclarations de l'accusé ou du prévenu devant ces hautes juridictions. Le prévenu ou l'accusé a-t-il fait des aveux ? Les a-t-il confirmés ? les a-t-il rétractés ? a-t-il maintenu ou corrigé ses déclarations contenues dans la procédure écrite du juge d'instruction ? les témoins ont-ils confirmé ou modifié leurs dépositions ? des témoins ont-ils été entendus pour la première fois à l'audience et quelle est leur déposition ? Telles sont les choses intéressantes à connaître, et notons qu'elles sont intéressantes non seulement en cas de revision, mais aussi en cas de cassation, en cas de recours en grâce.

Bien entendu, nous appliquons à la Cour d'appel (comme nous l'avons fait plus haut pour les juridictions du degré inférieur) le droit pour le ministère public, la partie civile et le prévenu (ou leurs conseils) de demander l'insertion des dépositions et déclarations, de requérir la lecture immédiate de celles-ci afin d'en obtenir rectification en cas de besoin et nous ordonnons le visa

des notes dans les vingt-quatre heures de la prononciation de l'arrêt.

Mais nous voulons rester dans le domaine de l'utilité stricte, et, spécialement en ce qui concerne la Cour d'assises, nous ne jugeons pas utile d'étendre notre réforme *aux témoignages dits de moralité*; nous ne voyons aucunement la nécessité d'en garder la trace. Nous ne voulons faire mentionner dans les notes d'audience que *les témoignages relatifs aux faits de la cause*. Le président ferait recueillir par le greffier les dépositions présentant ce caractère; naturellement, le ministère public, la partie civile, l'accusé ou le prévenu (ou leurs défenseurs) auraient le droit d'en requérir la mention. Et au cas où le président estimerait que la déclaration entendue ne rentre pas dans le cadre de notre réforme, la Cour d'assises serait saisie de la question par conclusions et statuerait comme sur tout autre incident contentieux.

Pour que cette réforme puisse s'accommoder du Code d'instruction criminelle, il suffirait tout simplement de supprimer le paragraphe 2 de l'article 372 qui limite beaucoup trop le contenu du procès-verbal.

Une proposition de loi a été déposée le 1^{er} juillet 1909 sur le bureau du Sénat par M. le sénateur Goujon. Elle tendait à faire tenir note par le greffier devant la Cour d'assises de la déposition

intégrale des témoins cités par les parties et qui n'auront pas été entendus dans l'information ou l'instruction écrite (tel aurait été le nouvel article 318), et à supprimer en conséquence le paragraphe 2 de l'article 372. Cette proposition constituait certainement un progrès sur le régime actuel, mais on peut lui reprocher d'être incomplète, car elle a le tort de supprimer tout à fait l'ancien article 318 dont l'utilité est si grande alors qu'elle aurait dû tendre à le compléter. De plus, elle parle des témoins cités par les parties ; pourquoi ne prendrait-on pas note des déclarations des témoins cités d'office par le président ?

En résumé, les réformes que nous proposons sont des plus simples et des plus faciles à faire aboutir. Là encore les droits de la société sont sauvegardés et une plus grande équité est assurée.

Les inconvénients de notre réforme seront peut-être : un retard dans l'expédition des affaires du rôle (surtout pour les tribunaux importants), et quelquefois la prolongation de la durée des détentions préventives. Ces inconvénients ne sauraient être suffisants pour faire écarter une mesure que nous paraît commander la bonne administration de la justice, en attendant que la sténographie nous donne satisfaction sur tous les points.

VII

DROITS DE LA PARTIE CIVILE DES TÉMOINS ET DE L'ACCUSÉ

Dans ce dernier chapitre nous signalerons quelques imperfections du Code d'instruction criminelle auxquelles on pourrait facilement remédier.

I. — PARTIE CIVILE

Pour la partie civile, une des questions les plus importantes et qui l'arrête souvent, c'est la question des frais. Actuellement le régime est des plus iniques.

On sait que la victime d'un délit peut en poursuivre l'auteur devant les tribunaux répressifs et joindre son action en réparation du préjudice causé à l'action publique exercée au nom de la société par le procureur de la République (art. 1 et 3 du C. d'instruct. crim.). Cette faculté présente évidemment des avantages considérables et est

d'une grande utilité, mais l'équité ne règne pas en cette matière, car par le fait seul de son intervention ou de sa constitution, la partie assume les frais du procès tout entier, depuis le commencement jusqu'à la fin, même les frais de son adversaire, même les frais de l'action publique !

Chose plus injuste ! dans le cas même où la partie civile triomphe, elle reste tenue des dépens, elle a bien un recours contre son adversaire qui a succombé, mais la plupart du temps ce recours est illusoire et théorique.

Nous ne parlerons pas de l'article 63 du Code d'instruction criminelle qui sont du cadre de notre étude.

En matière correctionnelle ou de simple police, les articles 162, 194 du Code d'instruction criminelle et 157 du décret du 18 juin 1811 édictent sans aucun doute ces principes injustes et les tribunaux les appliquent rigoureusement (1). La somme à payer est assez considérable, car elle comprend les frais nécessités par l'instruction de l'affaire, l'expédition et la signification des jugements.

Il a paru juste à la commission extraparlamentaire d'affranchir la partie civile de la charge des frais si le prévenu a été condamné, lorsque la

1. Cassation, 7 décembre 1837. D. 38. 1. 427. — Paris, 9 mai 1837. S. 37. 2. 241. — Agen, 13 février 1879. S. 81. 2. 111. — Trib. Dax, 24 février 1897. *Gazette du Palais*. 97. 1. 713. — Cf. aussi : Dalmas, *Des frais de justice*. Suppl. de 1847, p. 354. — Berriat Saint-Prix, p. 260. — Le Poittevin, *Dict. des Parquets*. — Cf. Partie civile, n° 16.

partie civile a obtenu des dommages-intérêts, quand le jugement a fait droit aux réquisitions du ministère public.

De plus, le garde des Sceaux voudrait voir introduire dans notre Code le principe le plus équitable qui soit : l'obligation de la partie civile aux frais et dépens *à partir de son intervention au cours des débats* ; et il voudrait voir disparaître l'obligation totale, entière : les considérations fiscales, quelle que soit leur importance, ne pouvant justifier cette mesure inhumaine (1).

En matière criminelle ou soumise au jury l'article 368 du Code d'instruction criminelle (modifié par la loi du 28 avril 1832) stipule que la partie civile qui n'aura pas succombé ne sera jamais tenue des frais. La partie civile succombe évidemment toutes les fois que l'accusé est acquitté ou absous ; mais, bien plus, suivant une jurisprudence constante, elle est réputée avoir succombé et est en conséquence condamnée aux frais envers le Trésor, dans le cas d'acquittement de l'accusé, bien qu'elle ait obtenu une condamnation à des dommages-intérêts contre ce dernier (2). Or, raisonnablement, cela ne devait pas être, car la partie civile

1. Un projet de loi en ce sens va être incessamment déposé.

2. Cassation, 1^{er} décembre 1855. S. 56.1.467. — 5 décembre 1861. S. 62.1.333. — 13 février 1862. Bull., n° 44. — Haute-cour de justice, 27 mars 1870. S. 71.2.180. — Cassation, 5 mai 1892. D. 92.1.55. — Cf. aussi Faustin-Hélie, t. VIII, n° 3840. — Nouguiér, t. VI, n° 3859. — Garraud, *Précis*, n° 579.

a obtenu ce qu'elle désirait et il est impossible, malgré la meilleure volonté, de la considérer comme ayant succombé. Comme le dit fort justement M. Garraud : « Sans doute, il résulte de l'issue de l'instance que la partie civile a porté son action devant une juridiction de répression qui, suivant les règles ordinaires de la compétence, ne devait pas en connaître, mais ce n'est pas elle qui a mis en mouvement le procès pénal, puisque la partie civile ne peut pas saisir directement la Cour d'assises ; elle s'est bornée à associer une action bien fondée à une poursuite faite à tort par le ministère public. »

Naturellement, le projet de la commission ferait triompher aussi ici le principe qu'elle a proposé en matière correctionnelle et de simple police, c'est-à-dire : la partie civile qui intervient au cours des débats sera tenue des frais postérieurs à son intervention et non de tous les frais du procès.

Passons à un autre ordre d'idées. L'article 322 du Code d'instruction criminelle énonce les personnes dont les dépositions ne pourront être reçues, et, bien que la partie civile ne soit pas expressément mentionnée, les tribunaux décident qu'elle ne peut être entendue, et cela en vertu de

ce principe d'équité qui ne permet pas que l'on puisse être témoin dans sa propre cause *nullus idoneus, testis in re sua intelligitur* (1). Nous savons bien que cette règle offre relativement peu d'inconvénients devant la Cour d'assises, car la partie civile peut y être étendue à titre de simple renseignement (2), et, au fond, l'effet produit est le même, car les jurés ne fondent leur opinion que d'après leur « intime conviction » (art. 342 du C. d'instr. crim.), et pour eux la déposition d'un honnête homme entendu à titre de simple renseignement vaut la déposition d'un témoin régulièrement cité et qui a, suivant la loi, prêté serment; la différence réside seule dans les textes. Nous savons aussi que la victime du délit ayant le droit de se constituer partie civile en tout état de cause peut, après avoir porté plainte, être valablement entendue à titre de témoin, puis se porter civile avant la clôture des débats (3). C'est là, certes, une façon de tourner parfois la difficulté. Il n'en reste pas moins que la règle dont nous parlons plus haut est souvent fort gênante. Exemple : une personne a été injuriée alors qu'elle était seule avec son adversaire; elle porte plainte; ce délit ayant un caractère purement privé, la

1. Cassation, 13 juillet 1851. S. 62.1.455. — 13 avril 1888. S. 90.1.285. Cf. aussi Faustin-Hélie, t. VII, n° 3492.

2. Cassation, 10 mars 1843. S. 43.1.349. — 10 février 1835. S. 35.1.381.

3. Cassation, 5 janvier 1895. Bull., n° 14.

plupart du temps le procureur de la République ne suit pas l'affaire, et la victime est obligée de citer directement son adversaire devant le tribunal correctionnel conformément à l'article 182 ; mais si elle était seule quand elle a été injuriée, si elle n'a aucun témoin, il lui est impossible de faire la preuve du délit, car les magistrats lui diront : « Vous ne pouvez être témoin dans votre propre cause » ; et, cependant, comment faire autrement ? Il semble donc que cette règle pourrait fléchir dans les cas où la preuve ne peut résulter que de la parole de la victime ; bien entendu, *les tribunaux auraient la liberté complète d'apprécier la valeur des dires de la partie civile*. Cette innovation permettrait de se rapprocher du système de la Cour d'assises. Même, si l'on veut, à l'exemple de ce qui se passe devant cette haute juridiction, on pourrait donner aux magistrats des tribunaux correctionnels ou de police le pouvoir d'interroger les victimes parties civiles à titre de simple renseignement et sans prestation de serment : les juges décideraient souverainement.

Nous allons examiner un autre point sur lequel la partie civile est encore en état d'infériorité. Le droit de récusation péremptoire a été réglé par le Code d'instruction criminelle dans ses articles 399, 400 et 401 ; il a été donné généreusement

au procureur général et à l'accusé, mais il a été refusé à la partie civile (1). Cela ne laisse pas d'être fort gênant pour cette dernière, dans une matière où elle a le plus grand intérêt à pouvoir surveiller de très près la composition du jury, car son honneur est en jeu : les délits de presse. Selon que le jury sera formé de gens qui seront ou non de ses amis, elle perdra ou gagnera son procès. Ne voit-on pas combien le système de la loi actuelle est illogique : l'auteur des imputations diffamatoires peut récuser qui il lui plaît, sans avoir de motif à fournir ; mais sa victime est désarmée en face de lui. Certes, le procureur général a le droit, lui, d'exercer des récusations, mais en fait il se désintéresse complètement de la question, l'intérêt supérieur de la société n'étant pas en jeu. La balance est-elle donc égale pour les deux adversaires ? Aussi a-t-on vu des acquittements scandaleux et la liberté de la presse dégénérer en licence. Ne conviendrait-il pas de donner aux deux parties en présence les mêmes droits ? si le droit de l'accusé est respectable, celui de la partie civile ne l'est pas moins. L'équité nous commande de permettre à cette dernière de surveiller la composition

1. Jurisprudence constante : assises Saône-et-Loire, 6 septembre 1872. S. 72. 2. 168. — Cassation, 23 mai 1884. *Bull.*, n° 177. — Cf. aussi Faustin-Hélie, t. VII, n° 3527. — Le Sellyer, t. III, n° 1312. — Laborde, p. 669, n° 5. — Nouguier, t. II, n° 1370.

du jury ; il faut lui donner la faculté de récuser, sans motifs, les jurés qui ne lui conviendront pas. Ainsi la balance sera égale, le jury ne sera plus composé uniquement d'amis de l'accusé, et la justice régnera véritablement.

II. — TÉMOINS

En ce qui concerne les témoins, on s'est ému de leur situation, car on les a vus souvent à l'audience pris à partie par l'accusation, par la défense, par la partie civile, par le président, et l'on s'est demandé s'il n'y avait pas lieu de les protéger, puisque parfois c'est eux qui, par un renversement des rôles, deviennent les accusés et leur honneur est maintes fois attaqué avec une extrême violence.

M. le député Raoul Méquillet a déposé, le 15 novembre 1909, une proposition de loi ayant pour objet de permettre aux témoins de se faire assister par un avocat dans toute procédure correctionnelle ou criminelle suivie devant un juge d'instruction (1).

Il ne nous appartient pas de discuter cette pro-

1. La proposition de M. Méquillet était ainsi conçue : Article unique. — Dorénavant, dans toute procédure criminelle ou correctionnelle, suivie devant un juge d'instruction, les témoins pourront se faire assister par un avocat, à la condition d'avoir prévenu le juge d'instruction, soit par une lettre recommandée émanant d'eux ou de l'avocat dont ils auront fait choix, soit par une déclaration faite au greffe du tribunal devant lequel se poursuit l'instruction.

position qui sort du cadre de notre étude. Mais nous nous demandons pourquoi M. Méquillet a limité à l'instruction la protection des témoins ; car toutes les raisons qu'il donne à l'appui de sa proposition sont bonnes pour l'instruction, mais *a fortiori* seraient excellentes pour l'audience.

C'est d'ailleurs devant la Cour d'assises et non dans le cabinet du juge d'instruction que les témoins risquent le plus d'être intimidés et de perdre tous leurs moyens.

M. Méquillet prétend que l'effet produit dans l'esprit des jurés est désastreux, quand le président ou l'avocat général font remarquer au témoin que la déposition qu'il est en train de faire est en contradiction avec ses déclarations au cours de l'instruction ; ce témoin, si véridique, si honorable qu'il soit, est frappé d'un certain discrédit aux yeux des jurés. Certes, cela est vrai, mais le but de la justice étant la découverte de la vérité, il est nécessaire que les témoins qui varient dans leur déposition soient confondus et mis en demeure de s'expliquer sur leurs contradictions.

Nous savons que des objections seront faites à notre projet. Il est évident que l'assistance d'un avocat pourra faire perdre au témoin une grande partie de la spontanéité qui fait la valeur des dépositions selon le désir du Code d'instruction criminelle (art. 319) ; les témoins arriveront peut-être avec

une déposition soigneusement préparée à l'avance par leur conseil, les mots employés seront pesés, et leur défenseur les empêchera de s'aventurer sur un terrain dangereux et de révéler certains détails utiles. La découverte de la vérité, sera dans ces conditions, plus difficile. Les garanties de la défense seront peut-être aussi parfois diminuées, car actuellement, quand un témoin à charge ou un plaignant sont pris en flagrant délit de mensonge ou d'exagération sur certains points, cela constitue d'excellentes armes pour l'inculpé. Si le même témoin est assisté d'un avocat, il pourra, tout en faisant une déposition encore plus perfide et dangereuse, l'envelopper de précautions de forme telles que la défense n'aura plus la même prise.

Malgré ces inconvénients (toute réforme n'en présente-t-elle pas ?), il nous paraît que la somme des avantages sera plus grande. La vie privée et l'honneur des témoins seraient sauvegardés et ne seraient plus donnés en pâture aux avocats des parties en présence.

III. — LES FRAIS ET L'ACCUSÉ

Nous finirons notre étude par l'examen d'une petite réforme proposée par le gouvernement dans son projet déposé au commencement de cette année 1910.

Le paragraphe 2 de l'article 321 actuel du Code d'instruction criminelle porte que les citations faites à la requête des accusés seront à leurs frais, ainsi que les salaires des témoins cités s'ils en requièrent ; sauf au procureur général à faire citer à sa requête les témoins qui lui seront indiqués par l'accusé, *dans le cas où il jugerait que leur déclaration peut être utile pour la découverte de la vérité*. Les cours, appliquant la loi, ont jugé que le ministère public n'est pas tenu d'assigner à sa requête tous les témoins que lui désigne un accusé dans l'intérêt de sa défense (1), que le président des assises et le procureur général ont un *pouvoir discrétionnaire* pour apprécier s'il y a lieu de faire citer les témoins à décharge qui leur sont indiqués par l'accusé : leur refus à cet égard ne peut être invoqué comme moyen de nullité devant la Cour de cassation (2) et les magistrats n'ont jamais à rendre compte des motifs de leur refus (3).

Le pouvoir du procureur général est donc souverain et sans limite. Cela peut présenter de sérieux inconvénients pour les accusés indigents,

1. Cassation, 18 mars 1853. D. 53. 5. 446. — 8 septembre 1892. Bull., n° 248. — 27 juin 1895. D. 96. 1. 473. — 2 septembre 1898. S. 1900. 1. 201.

2. Cassation, 25 février 1875. Bull., n° 64. — 7 septembre 1876. Bull., n° 203. — 2 septembre 1898, déjà cité.

3. Cassation, 29 décembre 1887. Pand., 88. 1. 284.

car les autres peuvent faire citer à leurs frais qui bon leur semble. N'est-ce pas là une inégalité choquante ? et n'est-il pas bizarre de voir apprécier l'utilité de la citation de témoins à décharge par celui-là même dont la fonction est d'accabler l'accusé et de démontrer sa culpabilité ?

Ce droit, reconnu déjà au procureur général par les lois antérieures au Code d'instruction criminelle (loi du 29 septembre 1791, tit. VII, art. 14, C. de brumaire an IV, art. 346 ; loi 5 pluviôse an XIII art. 2) a été remis à ce magistrat parce que, connaissant le dossier, il a paru mieux qualifié que quiconque pour apprécier l'utilité de l'audition d'un témoin. Il est bien évident qu'il est inutile de faire citer tous les témoins désignés par les accusés indigents ; les frais étant acquittés par le Trésor, il faut se montrer parcimonieux des deniers publics. Certains voudraient cependant donner ce droit aux accusés indigents (1) ; cette innovation nous paraît exagérée et inutile, elle grèverait trop considérablement les finances publiques sans profit correspondant pour la bonne administration de la justice. De plus, on peut craindre qu'un accusé n'abuse de cette faculté qui lui serait consentie pour citer un nombre considérable de témoins, ce qui causerait un grand retard dans les débats et

1. Nouguiér, *La Cour d'assises*, t. II, n° 642.

lui permettrait même d'entraver le cours de la justice si bon lui plaisait.

M. le député Adigard a déposé une proposition de loi conférant « en matière criminelle ou correctionnelle, à l'accusé ou à l'inculpé auquel aura été désigné un défenseur d'office, le droit de citer à l'audience par l'intermédiaire du ministère public et aux frais du Trésor un *nombre de témoins égal* à celui des témoins de l'accusation ou de la prévention ».

Mais nous ne sommes plus au temps où les témoignages se comptaient, la limite fixée par M. Adigard n'a aucune raison d'être ; il est impossible de fixer aucun chiffre, ou alors il faut franchement donner à l'indigent le droit de faire citer tous les témoins utiles à la défense. Nous venons de voir que cela est impossible. L'accusation a pu faire citer cinq témoins, et dix peuvent être nécessaires à la défense, mais en vertu du principe posé par M. Adigard, l'accusé sera obligé de faire un choix. Très souvent, un ou deux témoins établissent l'accusation, et la défense a intérêt à en produire un beaucoup plus grand nombre ; on sera obligé de revenir au système actuel : l'assignation à la requête du procureur général. Où sera donc l'utilité de cette réforme ?

La seule réforme désirable est celle que propose la commission extraparlamentaire : elle veut sou-

mettre le droit d'appréciation du procureur général à un contrôle (1) : *en cas de refus le président statuera par ordonnance* après avoir examiné les motifs fournis par le procureur général. Ce sera donc le président, magistrat impartial, qui aura le dernier mot en cette affaire ; l'accusateur ne décidera plus souverainement. La commission de réforme judiciaire de la Chambre a adopté sans difficulté ce texte dont l'utilité est incontestable.

Par ce moyen, les droits des indigents seront sauvegardés et les deniers publics ménagés.

1. Voici la modification proposée du paragraphe 2 de l'article 321 du Code d'instruction criminelle : « Les citations faites à la requête des accusés seront à leurs frais, ainsi que les salaires des témoins cités s'ils en requièrent, sauf au procureur général à faire citer à sa requête les témoins qui lui seront indiqués par l'accusé. *En cas de refus le président statuera par ordonnance.* »

CONCLUSION

Nous venons de voir une série de réformes qui sont d'une utilité incontestable. Certaines ont déjà été l'objet d'un projet de loi, les autres le seront probablement bientôt. Espérons que les Chambres ne mettront pas trop longtemps à les discuter et à les adopter.

N'hésitons pas à dire que ces réformes sont excellentes ; il est un critérium dont on peut se servir pour juger toute innovation ; pour qu'une réforme soit vraiment bonne, il faut que, tout en donnant plus de garanties à l'accusé, elle ne mette pas cependant la société en péril. Or, le projet que nous avons examiné est sage et modéré ; le gouvernement a eu avant tout le souci du maintien de l'ordre, et il faut l'en féliciter.

Par la suppression de l'interrogatoire, qui est la réforme capitale, le rôle du président sera grandi ; il aura plus de dignité, n'étant plus jeté dans la lutte. Comme l'a dit M. Cruppi dans son livre *De la Cour d'assises* : « Mettez donc tout le monde à

sa place, laissez l'avocat défendre, le procureur attaquer, le président présider. » Nous ne ferons d'ailleurs que ressusciter le passé. A Rome déjà, le judex jouait le rôle d'un spectateur impartial à l'instar du juge anglais, « il était au-dessus de la lutte, il se bornait à maintenir l'ordre, à assurer l'exécution des lois et usages (1). » Le rôle du juge fut le même jusqu'à la fin du xiv^e siècle, époque à laquelle parut la procédure inquisitoriale écrite et secrète. Remarquons aussi que la suppression de l'interrogatoire du président est tout à fait conforme au système accusatoire du Code de 1808; la lutte doit exister seulement entre l'accusation représentée par le ministère public d'une part et l'accusé ou son défenseur d'autre part.

M. le conseiller Fabry a dit à la Société générale des prisons: « Lorsque je songe à la situation commode du président qui n'interviendra plus ni au commencement des débats comme il le fait actuellement en France, ni à la fin comme l'exige la loi anglaise, je suis tenté de répéter avec le poète latin: *suave est mari magno*. » C'est une erreur profonde. Le rôle du président ne sera pas amoindri, nous ne saurions trop le répéter, mais nous voulons assurer son impartialité; il restera toujours le directeur des débats et comme tel son influence sera prépondérante.

1. Cruppi, *La Cour d'assises*, p. 132.

Commençons par ces quelques réformes, et souhaitons que d'autres suivent prochainement. Comme l'a dit M. Garçon: « La République ne peut conserver un Code d'instruction criminelle monarchique »; en 1808 les hommes, les institutions, les mœurs étaient tout autres qu'aujourd'hui, ils se sont modifiés; il importe donc de modifier les lois.

Vu : le Président de la thèse

A. LE POITTEVIN

Vu : le Doyen,
CAUWÈS

Vu et permis d'imprimer.

Pour le Vice-Recteur de l'Académie de Paris

L'Inspecteur d'Académie

FONTENÉ

BIBLIOGRAPHIE

- GAUTIER. — *Le Débat criminel et les essais actuels de réforme. Revue pénale Suisse*, 1899, p. 301 à 317, 1901, p. 24.
- SPEYER. — *Les Vices de notre procédure en Cour d'assises.* Paris et Bruxelles, 1898.
- REULOS. — *Du Rôle du président des assises.* Thèse.
- CRUPPI. — *La Cour d'assises.*
- LAILLER et VONOVEN. — *Les Erreurs judiciaires.*
- JOLY. — *Le Combat contre le crime.*
- FAUSTIN-HÉLIE. — *Instruction criminelle.*
- NOUGUIER. — *Traité de la Cour d'assises.*
- GARRAUD. — *Précis de Droit criminel.*
- SIVEY. — *Code d'Instruction criminelle annoté.*
- DALLOZ. — *Répertoire de jurisprudence.*
- GARÇON. — *Code pénal annoté.*
- LE POITTEVIN (G.). — *Dictionnaire des Parquets.*
- LABORDE. — *Cours de Droit criminel.*

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Introduction.....	5
I. — Suppression de l'Acte d'accusation	8
II. — De l'Interrogatoire criminel. — Est-il légal ? — Ce qu'il devrait être. — Ce qu'il est. — De sa suppression. — De l'impartialité du président.....	15
III. — Conséquences de la suppression de l'Interrogatoire et de l'Acte d'accusation. — Rétablissement de l'arrêt de renvoi et de l'Exposé du sujet de l'accusation par le Procureur général.....	49
IV. — Interrogatoire correctionnel.....	63
V. — Déposition et interrogatoire des témoins.....	66
VI. — Rédaction des témoignages. — Notes d'audience. — Sténographie des dépositions.....	83
VII. — Droits de la partie civile, des témoins et de l'accusé.....	98
Conclusion.....	112
Bibliographie.....	115